



Procès-verbal Conseil Municipal du 30/03/2022

Etaient présents à la séance :

Stéphane LE DOARÉ, Eric LE GUEN, Caroline CHOLET, Bernard LE FLOC'H, Viviane GUÉGUEN, Laurent MOTREFF, Marie-Pierre LAGADIC, Annie BRAULT, Mireille MORVEZEN, Jean-Luc RICHARD, Marc DEFACQ, Valérie DREAU, Fabienne HELIAS, Patricia WILLIEME, Olivier ANSQUER, Sophie COSSEC, Yann HIRIART, David DURAND, Thibaut SCHOCK, Frédéric LE LOC'H, Laurent CAVALOC, Yves CANEVET, Bernard LEMARIÉ

Absents excusés ayant donné procuration :

Marie BEAUSSART ayant donné procuration à Yann HIRIART
Jacques TANGUY ayant donné procuration à Stéphane LE DOARÉ
Michelle DIONISI ayant donné procuration à Bernard LE FLOC'H
Gérard CRÉDOU ayant donné procuration à Patricia WILLIEME
Jean-Marie LACHIVERT ayant donné procuration à Bernard LEMARIÉ
Janick MORICEAU ayant donné procuration à Laurent CAVALOC

- Après avoir procédé à l'appel des présents, Stéphane LE DOARÉ, président de séance, constate que le quorum est atteint. Le Conseil Municipal peut donc valablement délibérer

Joël GARIN, trésorier du centre des finances de Pont l'Abbé est présent.

Approbation du procès verbal du Conseil Municipal du 1^{er} Décembre 2021

Le procès-verbal du 1/12/2021 est approuvé.

Monsieur CAVALOC « Je remercie les services, pour la retranscription des PV qui est parfois difficile. Malheureusement, quelques mois après on a du mal à savoir ce qui s'est dit. Mais la démocratie est à ce prix. Si nous l'avions eu plus tôt, nous aurions pu le corriger »

Monsieur LE MAIRE «Je ne comprends pas trop cette remarque ? »

Désignation du secrétaire de séance

Aux termes de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, « au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations ».

- **Le Conseil Municipal désigne Marie-Pierre LAGADIC pour remplir les fonctions de secrétaire pour cette séance du Conseil Municipal.**

Monsieur LE MAIRE « Il y a de élections le 10 et 24 avril prochain. L'ensemble des conseillers municipaux sont mobilisés. Il y a 7 bureaux de vote qui auront lieu sur 3 sites : patronage laïque, maison des associations et Triskell. Il faut également 50 assesseurs pour la journée. Nous avons fait un redécoupage car certains quartiers ont augmenté en population. La mise sous pli des cartes d'électeurs s'est élevée à 6 900 cartes pour 8 700 habitants »

Monsieur LE LOC'H « Tu nous indiques qu'il faut se tourner vers Maëlle BIHAN pour indiquer nos absences, cela veut dire qu'elle nous a déjà envoyé un mail ? »

Monsieur LE MAIRE « Normalement, vous avez déjà été pré-positionné comme les scrutins précédents. Elle a envoyé un mail mais je crois que ta boîte est pleine. »

Monsieur LE LOC'H « Elle ne l'est plus »

Monsieur LE MAIRE « Un mail a été envoyé à l'ensemble des conseillers municipaux. Il y a une réunion de préparation le 7/04 »

Monsieur LE LOC'H « Il y a une date où je ne serais pas là, je la préviendrais »

Monsieur LE MAIRE « Il faut s'attendre qu'il y ait moins d'assesseurs au 2^{ème} tour donc il faut que l'on puisse s'organiser »

Monsieur CAVALOC « Je n'ai pas souvenir de ce mail ».

Monsieur LE MAIRE « « On va vérifier. Autre sujet d'actualité : l'ouverture d'un centre temporaire de réfugiés Ukrainiens à Tréougy. Nous avons toute la mise en place aujourd'hui et demain avec tout ce qu'on a reçu comme dons. Je remercie celles et ceux qui étaient présents et ceux qui ont fait des dons. Plusieurs agents de différentes communes sont mobilisés pour qu'il ouvre la semaine prochaine. Je remercie Yann DUBOIS de l'EPSM Gourmelin qui met gracieusement à disposition le bâtiment. Ce centre accueillera une soixantaine de réfugiés. Il y aura une cinquantaine de chambres, des espaces collectifs et nous réfléchissons sur l'accompagnement. La préfecture a une convention avec Koalia qui viendra quotidiennement pour les aider pour les formalités. Il y a des personnes qui se proposent pour l'apprentissage du français mais il faut coordonner l'action de toutes les communes avec les

associations. Il a fallu être réactif et monter ce centre en quelques jours. Je tiens à souligner la forte réactivité des services de la Ville de Pont l'Abbé.

On accueille également Joël GARIN qui est notre trésorier de Pont l'Abbé et qui va nous assister pour la présentation du compte administratif et du compte de gestion. Je le remercie de sa présence car cela fait bien longtemps qu'il n'a plus été présent en conseil municipal. Merci de vous être libéré car je sais que vous êtes très sollicité.»

FINANCES

1. Budget de la commune

1.1 Compte de gestion 2021

Annexe 1

Joël GARIN expose :

Le compte de gestion constitue la restitution des comptes du comptable public à l'ordonnateur. À cet effet, l'assemblée délibérante entend, débat et arrête le compte de gestion qui est transmis à l'exécutif local avant le 1^{er} juin de l'exercice suivant celui auquel il se rapporte.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

La commission Finances a rendu un avis favorable

Monsieur CANEVET « Je trouve regrettable car nous avons eu le départ, de la sécurité sociale, la SNCF et aujourd'hui, nous avons le départ de la trésorerie de Pont l'Abbé. »

Monsieur LE MAIRE « La sécurité sociale n'est pas partie. Il y a une permanence. Pour la SNCF, nous avons mis en place une convention pour que le service perdure. Mais je reconnais que sur un territoire dynamique comme le nôtre, c'est dommage que l'état face des restrictions.

Pont l'Abbé nécessite d'avoir une trésorerie à plein temps mais il nous appartient de trouver des locaux à titre gracieux. Monsieur GARIN n'y est pour rien.

La CCPBS a recruté une conseillère numérique pour aider les personnes les plus éloignées du numérique.

On s'est battu, on s'est manifesté mais on nous a fait comprendre gentiment que QUIMPER et CONCARNEAU devenaient les centres de référence.

Là où le trésor public était propriétaire, ils ont gardé les centres. Les collectivités pallient de plus en plus aux carences de l'état. »

Monsieur CANEVET «Pour la SNCF, le service est toujours existant mais ENEDIS c'est pas le cas »

Monsieur LE MAIRE « Certains agents ENEDIS partent de leur domicile ce qui ne rallongent pas le temps d'intervention. »

Monsieur CAVALOC « Je ne sais pas si les collectivités territoriales pallient aux carences de l'état. Je veux bien croire que la conseillère numérique palliera aux difficultés de nos concitoyens. Il s'agit de compétences de l'Etat et c'est un désengagement. Peut-être que cela permet d'alléger les finances de l'état.

Vous avez le résultat d'une politique concrète sur le terrain. »

Monsieur LE MAIRE « C'est pour cela que l'on travaille sur l'ouverture d'une Maison France-Services pour pallier ces carences.

Concernant les passeports et les cartes d'identité, c'est clairement un transfert de compétences. Pont l'Abbé est la commune qui avec une machine édite le plus de titres dans le département du Finistère.

Malgré les délais rallongés et nos agents qui prennent des remarques des usagers, on sort entre 16 et 30 rendez-vous par jour.

On a le service le plus performant du Finistère.»

Monsieur CAVALOC « Le problème c'est que le contribuable dans tout cela, c'est le même. Je cherche parfois la cohérence politique dans tout cela entre ceux qui nous expliquent que pour rendre du pouvoir d'achat, il faut baisser les impôts donc détruire un certain nombre de services publics et ceux qui dans les territoires soutenant ces mêmes candidats, les collectivités doivent pallier.

Après, il y a des propositions politiques, c'est aux gens de les regarder. »

Monsieur GARIN « Je ne vais pas commenter les orientations de ma direction. L'abandon des missions : non. Il y a des moyens mis en place avec des points contacts en mairie et des permanences ainsi que des points de vente dans des commerces de proximité. Il y a un espace dématérialisé et les contribuables peuvent laisser leurs coordonnées pour être rappelés. »

Monsieur CAVALOC « Je vous remercie pour cette réponse officielle »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **APPROUVE** le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2021.

1.2 Compte Administratif 2021

Annexe 2

Eric LE GUEN expose :

Le compte administratif 2021 de la commune est arrêté comme suit :

A la section de fonctionnement à la somme de :

- 9 635 463,03 € en recettes totales
- 7 328 260,27 € en dépenses totales

Le résultat de l'exercice 2021 présente un solde positif de **2 307 202,76€**. (Contre 1 326 652,31 € en 2020).

A la section d'investissement à la somme de :

- 3 969 436,74 € en recettes totales
- 4 616 013,44 € en dépenses totales (dont 1 865 374,25 € de déficit reporté)

Le résultat cumulé de la section investissement est de **- 646 576,70 €** au terme de l'année 2021. On notera la réduction importante du déficit.

ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

A - Recettes de fonctionnement

Évolution des recettes totales de fonctionnement de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	8 377 805,31 €	9 130 444,15 €	9 254 043,25 €	9 635 463,03 €
Évolution/N-1		+ 8,98 %	+1,35 %	+ 4,12 %

Évolution des recettes réelles de fonctionnement de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	8 055 090.80 €	8 562 229.56 €	8 044 564.24 €	9 350 215.56 €
Évolution/N-1		+ 6.29 %	-6.04 %	+ 16.23 %

Les recettes réelles de fonctionnement augmentent de près de 1 306 K€ par rapport à 2020. Cette évolution s'explique au travers des **évolutions suivantes** :

➤ **Forte augmentation des « atténuations de charges » : 241 397,61€ (contre 66 555.01 en 2020).** Cette somme comprend les remboursements des indemnités journalières pour maladie : 112 976€, mais également 12 840€ de participation pour les élections, 11 255€ d'aide pour l'embauche d'un apprenti, 30 375€ pour le recrutement du chargé de mission PVD, et enfin près de 74 000€ de subventions de l'ARS pour le personnel du centre de vaccination. Ce chapitre évoluera à la baisse en 2022 avec la fin de l'activité du centre de vaccination (30 % des recettes du 013 en 2021)

➤ **Les « produits des services » s'élèvent à 619 822,83 € en 2021 (contre 454 593 en 2020).** Les services périscolaires ont pu reprendre en 2021, mais le centre culturel et Rosquerno n'ont pas encore retrouvé le même niveau d'activité que 2019 cependant ils ont pu exercer sur une partie de l'exercice ce qui explique l'évolution des produits.

Les produits des « Impôts et Taxes » sont en augmentation sous l'effet combiné de plusieurs facteurs :

- Hausse des recettes des contributions directes, et imputation sur ce chapitre de l'ancienne compensation de l'Etat pour la taxe d'habitation (qui représentait en 2020, 135 269 €)
- Reprise en année pleine du marché hebdomadaire (+39 %),
- Forte dynamique du marché immobilier (+ 133 795€ de droits de mutations par rapport à 2020).

Évolution des recettes des « impôts et taxes » de 2019 à 2021

	2019	2020	2021	Évolution 2020-2021
Contributions directes (hors compensation état)	4 193 856 €	4 262 739 €	4 872 388 €	+ 14.3 %
Attributions de compensation	494 789,30 €	508 441,85 €	509 814,62 €	+ 0,27 %
Droits de place marché	75 882,80 €	43 722,97 €	60 913,93 €	+ 39,32%

➤ Les **ressources fiscales croissent** en 2021 en lien avec l'évolution des taux. **Ceux-ci n'avaient connus aucune évolution depuis 2012.** Combiné à l'augmentation des bases liée à la Loi de Finances additionnée aux évolutions physiques (nombre de contribuables) auxquels il convient de soustraire la part compensation de la TH (qui était au chapitre 74 auparavant), la ville dégage réellement 474 381 € de recettes supplémentaires qui permettront de financer les investissements prévus au PPI et réduire le recours à l'emprunt.

➤ **L'attribution de compensation** est stable

➤ Sur l'année 2021, l'ensemble des marchés hebdomadaires ont pu se tenir, d'où la forte **augmentation des droits de place** par rapport à 2020 **mais qui reste en deçà des recettes 2019**.

- Les « Dotations, subventions et participations » augmente de 196 000€ (augmentation portée par la DSR dont l'enveloppe nationale avait augmentée de 90 millions d'euros pour un total de 1.6 milliards d'€), soit + 9,25 %.

Évolution des recettes du chapitre 74 de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	2 154 421,38 €	2 157 662,19 €	2 123 693,84 €	2 320 050,06 €
Évolution/N-1	+ 1,50 %	+ 0,15 %	-1,57%	+ 9,25%

- Les participations de la CAF (PSO et CEJ) et des communes en lien avec le fonctionnement de l'Accueil scolaire et périscolaire retrouvent leurs niveaux de 2019 à laquelle s'ajoute une subvention de la DRAC de 10 000 € pour les animations « Été culturel 2021 »
- Ce chapitre malgré une augmentation présente de forte variation entre 2020 et 2021 qui sont liées à
 - La fin des compensations de l'Etat pour la TH (-135 269 €)
 - Une part des subventions ARS pour le centre de vaccination (72 090€ reversés aux professionnels de santé) et 69 045 € versé par l'Etat pour les pertes de recettes liées à l'activité culturelle.
- Les dotations retrouvent leur niveau de 2015. L'effort de la ville de Pont L'Abbé sur la période 2015 – 2021 se chiffre à 517 K€.

Évolutions des dotations 2015-2021

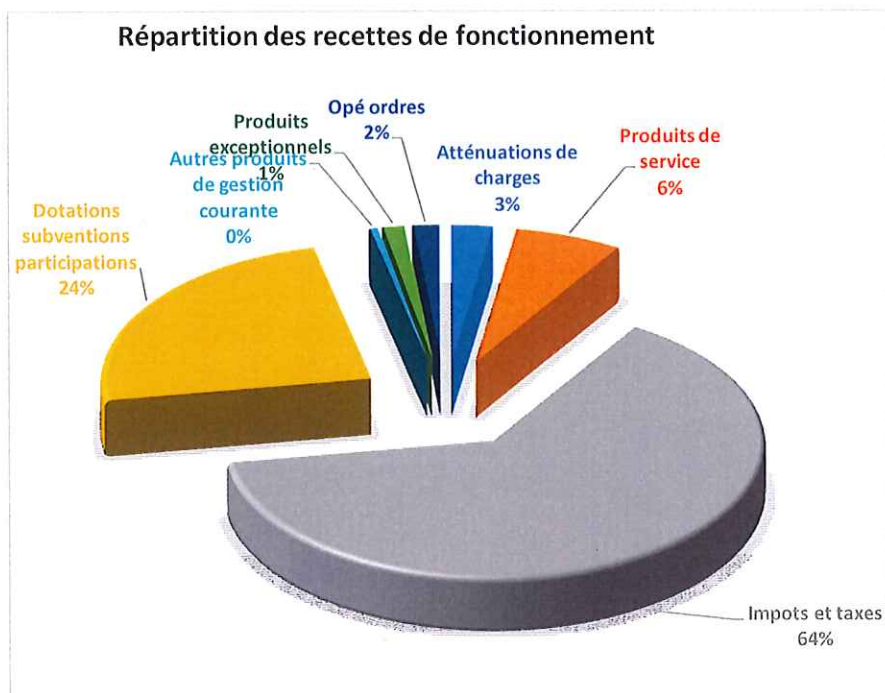
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dotation forfaitaire	988 630	821 810	741 950	740 613	738 515	739 443	757 857
DSR	545 695	570 050	646 518	685 082	705 178	759 136	820 840
DNP	204 016	193 604	192 322	199 200	190 503	204 411	205 385
TOTAL	1 738 341	1 585 464	1 580 790	1 624 895	1 634 196	1 702 990	1 784 082
Variation		-152 877 €	-4 674 €	44 105 €	9 301 €	68 794 €	81 092 €
Perte cumulée		-152 877	-310 428	-423 874	-528 019	-563 370	-517 629

- Stabilité des recettes des « autres produits de gestion courante »

L'activité Congrès du Triskell n'a pas retrouvé son dynamisme d'avant crise sanitaire, les recettes s'élèvent donc à **46 406,09€ pour ce chapitre** (contre 60 K€ en 2020)

- Les « produits exceptionnels » s'élèvent à **129 007,52€ liés à :**

- D'une cession au 9 rue Marcel Cariou.
- De subventions de l'ARS pour la participation de la CCPBS et de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu dans le fonctionnement du centre de vaccination pour un total de 59 704,79€. Cette somme leur a été reversée.



B - Charges de fonctionnement

Évolution des dépenses totales de fonctionnement de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Total DR + charges financières et dépenses exceptionnelles	6 768 332.67	6 726 162.70	6 785 203.87	6 851 718.08
Opérations d'ordre	498 674.67	723 538.62	1 142 187.07	476 542.19
Réalisations	7 417 887,81	7 449 701,32	7 927 390,94	7 328 260,27
Évolution/N-1		+ 0,43 %	+ 6,41 %	- 7,56 %

Évolution des dépenses réelles de fonctionnement de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	6 919 212,88 €	6 726 162,70 €	6 785 203,87 €	6 851 718,08 €
Évolution/N-1	+ 5,51 %	- 2,79 %	+ 0,88 %	+ 0,98 %

Les charges réelles de fonctionnement **connaissent une stabilité** entre deux exercices (+ 66 500€, +0,98%).

La baisse des charges totales de fonctionnement (- 599 130 €) provient des opérations d'ordre sur les cessions : sortie de l'actif et constatation des moins-values.

Toutefois ces opérations d'ordre s'équilibrent entre les sections puisqu'une dépense de fonctionnement vient s'équilibrer par une recette d'investissement et inversement

Les charges à caractère général (Chap. 011) augmentent de 4,25 %, soit +69 000€ par rapport à 2020, ce qui traduit une reprise d'activité.

Évolution des charges à caractère général de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	1 799 083,38 €	1 716 311,69 €	1 626 710,03 €	1 695 827,77 €
Évolution/N-1	+ 7,35 %	- 4,60 %	-5,22%	+ 4,25 %

Les principales évolutions :

L'analyse des charges à caractère général est biaisée compte-tenu du contexte sanitaire de 2020.

Les services les plus impactés par les fermetures en 2020 ont repris une activité ce qui entraîne mécaniquement une augmentation des dépenses :

- Les dépenses telles que le chauffage, le carburant ou l'alimentaire sont en hausse pour s'approcher des niveaux de 2019.

- En ce qui concerne les frais de maintenance, contrats et prestations diverses des comptes 611, 6156, 6188 et 6288 : à la demande du Trésor Public l'imputation de ces charges a été revue, et réparties différemment dans ces 4 comptes. Ces dépenses sont maîtrisées et en baisse depuis 2 ans, outre 25 000€ de diagnostic sur les bâtiments et 27 479 € de dépenses pour la coordination du centre de vaccination (subventionnée par l'ARS)

- **les dépenses liées directement au COVID** : gels, masque, test, et le fonctionnement du centre de vaccination s'élèvent à 37 700€ en 2021, auxquels s'ajoutent les frais de nettoyage du centre pour 21 138€

- Suite à la reprise partielle des activités de Rosquerno, les frais de transports collectifs ont augmenté.

- Baisse des dépenses liées aux entretiens de terrains et bâtiments, ces postes n'ont pas fait l'objet de réparation ou de chantier de grande envergure en 2021

Les frais de personnels sont en **augmentation de 195 568 €** par rapport à l'année 2020, et de + **102 419€** par rapport à 2019. Cependant ces hausses doivent se mettre en comparaison des produits perçus au 013 (remboursement assurance statutaire et remboursement ARS pour personnel centre de vaccination).

En 2020, les remplacements de personnel ont été moins nombreux ainsi que le recours à des contractuels pour les services périscolaires et du centre de découverte du fait de la fermeture, cependant ces emplois ont été pourvu en 2021 ce qui mécaniquement entraîne une évolution relative de la masse salariale nette.

De plus, la ville a recruté un Chargé de mission PVD, et a dû supporter les charges liées au personnel du centre de vaccination (79 531,65€), cependant ces nouvelles dépenses ont été compensées en partie par des subvention d'Etat.

Évolution des dépenses de personnel de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	4 077 547,10 €	4 066 623,58 €	3 973 474,57 €	4 169 042,54 €
Évolution/N-1	+ 3,54 %	- 0,26 %	-2,30%	4,92 %

Évolution du coût net des ressources humaines de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	3 971 330,77 €	3 985 676,80 €	3 906 919,56 €	3 927 644,93 €
Évolution/N-1	+ 3,49 %	+ 0,36 %	- 1,98 %	+0,53 %

— **Les « autres charges de gestion courantes » (chapitre 65) sont stables** par rapport à 2019 et en **augmentation par rapport à 2020 (+ 9,20%)**. Elles se soldent à **821 040,59 €**

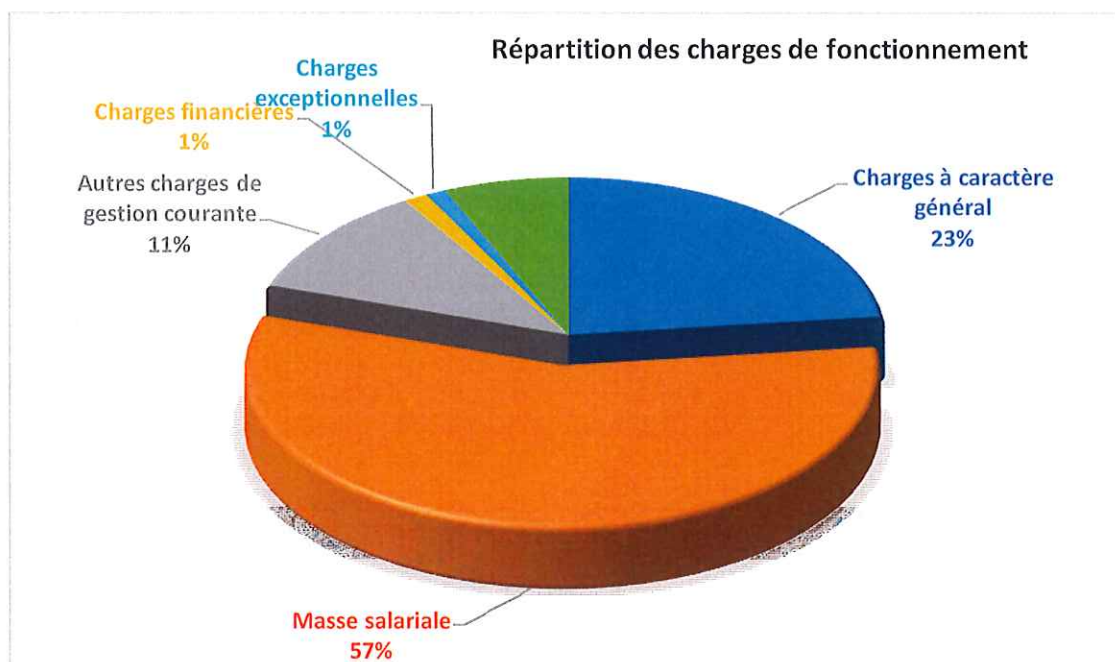
- o Les subventions aux associations sont remontées au niveau de 2019 compte-tenu de la reprise des activités.
- o Baisse de la subvention à l'OGEC conséquence d'un recul du nombre d'élèves : - 3 000€
- o Les admissions en non-valeur et créances augmentent fortement dû à un apurement des comptes par le Trésor Public.

— **Les charges financières** sont de 88 706,33 € en 2021 avec une **baisse des intérêts de 9 844 €**

— **Enfin les charges exceptionnelles, chapitre 67, sont en diminution : 77 100,85€**

En 2020, une indemnité a été perçue pour le contentieux de la STEP et reversée à la CCPBS qui est compétente sur l'assainissement.

Ce chapitre comptabilise pour 65 775,92€ le reversement des subventions ARS à la CCPBS et à l'hôpital.

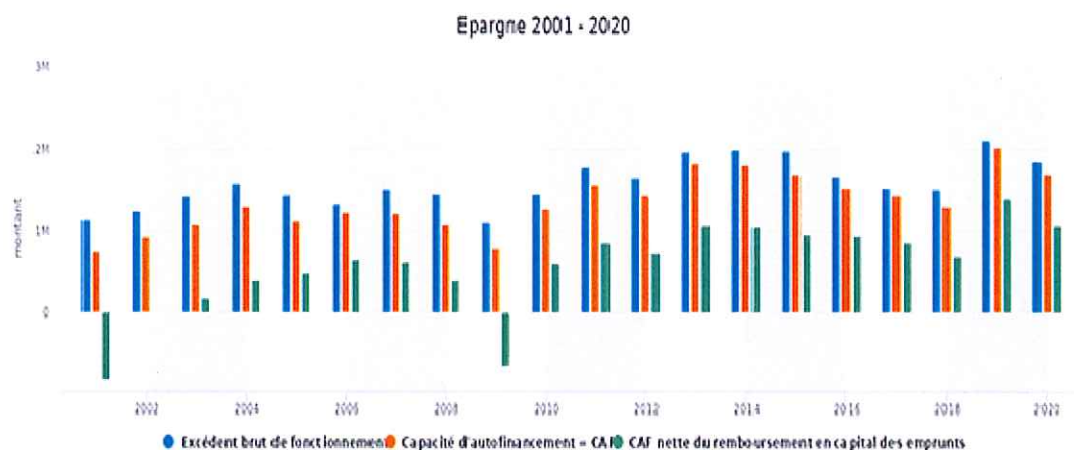


Évolution des épargnes brute et nette de 2018 à 2021

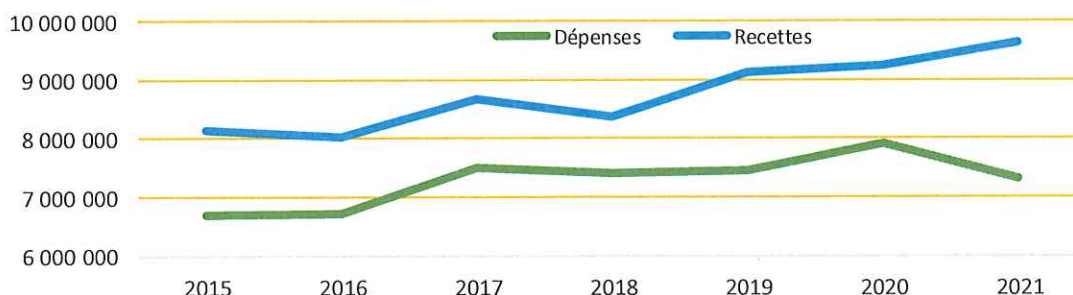
	2018	2019	2020	2021
Épargne brute	1 305 582	2 136 312	2 230 112	2 627 538
Épargne nette	695 912	1 516 338	1 608 381	2 008 856

→ Épargne brute : recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement

→ Épargne nette : épargne brute – remboursement du capital de la dette



Evolution de la section de fonctionnement 2015 - 2021



ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

C – Recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement augmentent de 30 % par rapport à l'exercice 2020 soit + 780 900 €.

Évolution des recettes réelles d'investissement de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	2 924 245,14 €	3 666 213,91 €	2 562 390,96 €	3 343 293,58 €
Évolution/N-1	+ 1,26 %	+ 25,37 %	-30,10 %	+ 30,48 %

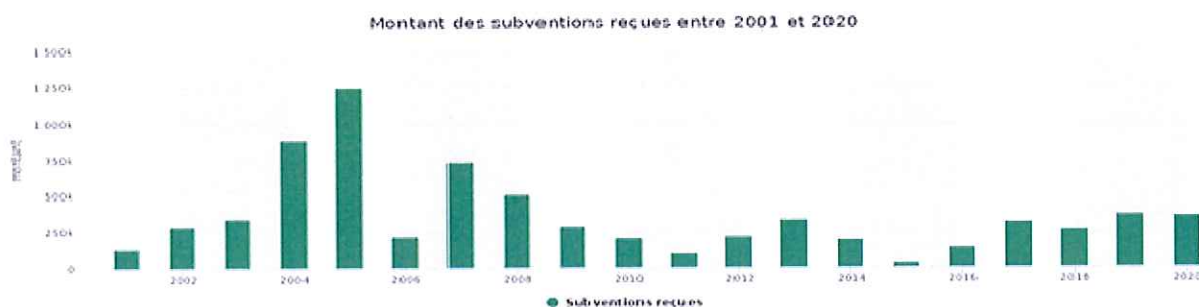
– **Les « Dotations, Fond divers et réserve » se solde à 2 090 225,50 € :** Ce chapitre enregistre une baisse de 119 400 € aux motifs suivants :

- Diminution des dépenses éligibles au FCTVA
 - Affectation du résultat de la section de fonctionnement en baisse (1 326 652,31 € contre 1 787 747,46 € en 2020).

– **Les subventions d'équipement :** de nombreux projets sont éligibles à une ou plusieurs aides. Néanmoins, les travaux n'ayant pas pu débiter en 2021, peu d'encaissement ont été réalisés.

- **DETR 4 500 € :** développement des outils numériques
- **DSIL 75 000 € :** réhabilitation de la salle omnisports

- **Aides de l'État (plan de relance) 30 419 €** : matériel scénique (CNM), équipement des cantines scolaires, achats de livres pour la médiathèque, plan de relance « constructions durables » et équipement des bureaux de votes (double scrutin).
- **DRAC : 14 771 €** : Restauration de l'église de Lambourg.
- **Conseil Régional 15 070 €** : réalisation de la piste cyclable Pont-L'Abbé/Loctudy, achat de matériel de désherbage alternatif et acquisition de matériel scénique.
- **Conseil Départemental 91 121€** : soldes des subventions pour la construction et l'équipement de la médiathèque



On constatera au travers du graphique que le montant des subventions acquises au cours des 20 dernières années est relativement faible. Hormis sur 2 années, pour la réalisation d'une STEP, le montant des aides publiques reste assez marginal pour une commune de cette taille. Mais cela reste cohérent étant donné le montant des investissements engagés par la commune.

Emprunt et dettes assimilées : en 2021, la commune a mobilisé 1 000 000€ d'emprunt.

Les opérations d'ordre entre sections s'élèvent à 476 542,19 € (dotations aux amortissements).

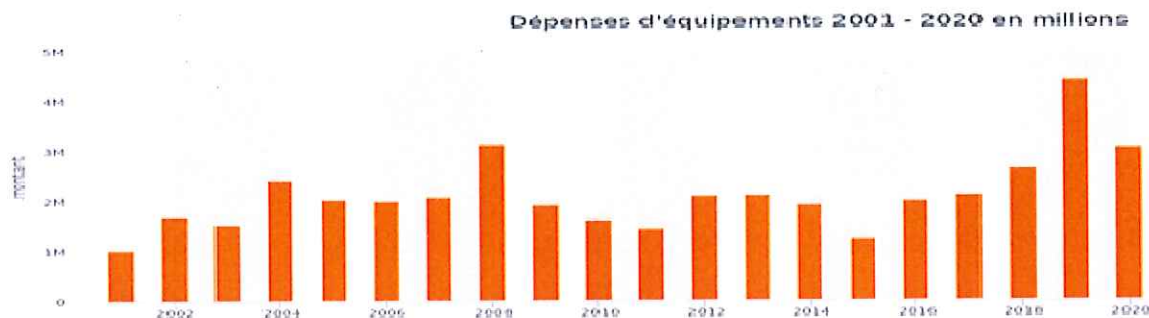
D - Dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent en 2021 à 2 444 831,09 €

Évolution des dépenses réelles d'investissement de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Réalisations	3 318 581,44 €	4 933 778,37€	3 529 624,42 €	2 444 831,90 €
Évolution/N-1	+ 27,92%	+ 48,67 %	- 28,46%	- 30,73 %

L'année 2021 peut être considérée comme une année de préparation et de transition. 2022 verra le montant des investissements augmenter avec le début des grands projets (Salle Omnisports, Espace jeunes, Château, place Gambetta...), ce qui explique le montant relativement peu élevé.



E - Dette

- En 2021, le montant du remboursement du capital de la dette s'élève à 618 682,49 €

Période	Date de début	Date de fin	Créd initial	Echéance		
				Capital	Intérêt	Total
2021	01/01/2021	31/12/2021	5 084 862,28 €	618 682,49 €	89 576,19 €	708 258,68 €
2022	01/01/2022	31/12/2022	5 466 179,79 €	561 239,27 €	76 168,66 €	637 407,93 €
2023	01/01/2023	31/12/2023	4 904 940,52 €	487 555,47 €	66 758,41 €	554 313,88 €
2024	01/01/2024	31/12/2024	4 417 385,05 €	497 646,57 €	59 219,85 €	556 866,42 €
2025	01/01/2025	31/12/2025	3 919 738,48 €	452 078,62 €	51 253,07 €	503 331,69 €
2026	01/01/2026	31/12/2026	3 467 659,86 €	376 400,83 €	43 063,73 €	419 464,56 €
2027	01/01/2027	31/12/2027	3 091 259,03 €	381 422,86 €	34 763,23 €	416 186,09 €
2028	01/01/2028	31/12/2028	2 709 836,17 €	330 669,20 €	27 082,49 €	357 751,69 €
2029	01/01/2029	31/12/2029	2 379 166,97 €	266 666,64 €	22 494,81 €	289 161,45 €
2030	01/01/2030	31/12/2030	2 112 500,33 €	266 666,64 €	19 663,14 €	286 329,78 €
2031	01/01/2031	31/12/2031	1 845 833,69 €	266 666,64 €	16 831,48 €	283 498,12 €
2032	01/01/2032	31/12/2032	1 579 167,05 €	241 667,05 €	14 077,93 €	255 744,98 €
2033	01/01/2033	31/12/2033	1 337 500,00 €	200 000,00 €	11 790,63 €	211 790,63 €
2034	01/01/2034	31/12/2034	1 137 500,00 €	200 000,00 €	9 785,63 €	209 785,63 €
2035	01/01/2035	31/12/2035	937 500,00 €	200 000,00 €	7 780,63 €	207 780,63 €
2036	01/01/2036	31/12/2036	737 500,00 €	200 000,00 €	5 775,63 €	205 775,63 €
2037	01/01/2037	31/12/2037	537 500,00 €	200 000,00 €	3 770,63 €	203 770,63 €
2038	01/01/2038	31/12/2038	337 500,00 €	175 000,00 €	1 812,19 €	176 812,19 €
2039	01/01/2039	31/12/2039	162 500,00 €	112 500,00 €	566,25 €	113 066,25 €
2040	01/01/2040	31/12/2040	50 000,00 €	50 000,00 €	150,00 €	50 150,00 €
				6 084 862,28	562 384,58	6 647 246,86

La dette par habitant est de **633 €**. La moyenne pour les communes de 5 000 à 10 000 habitants est de **812 €**.

La solvabilité (Capital restant dû / Épargne Brute) est égale à **2.08 années**

1 - Dépenses hors opérations : 1 085 115,07€

- **« Immobilisations incorporelles »** : Il s'agit d'acquisition de logiciels et de frais d'insertion pour un total de **24 611,72 €**
- **« Subventions d'équipement versées »** :
 - Travaux d'enfouissement, d'extension, de rénovation des réseaux d'éclairage public et télécommunications ont été réalisés pour **une somme de 91 111,63 €**
 - **272 000 €** de participation de la commune à la construction du **nouveau Centre d'Incendie et de Secours**
- **Les « immobilisations corporelles » s'élèvent à 636 909,60 €** :
 - Travaux de voirie et de réseaux pour 275 400 €
 - Acquisition de matériels pour le fonctionnement des services : 307 660 €
 - Travaux de bâtiments (Dojo et bureaux passage de la levée) : 21 000 €
- **Le chapitre 23 travaux en cours, ce chapitre se solde à 63 938,12€**. Les principaux travaux entrepris sont :

BÂTIMENTS :

- La reconstruction du pignon du centre technique dans le cadre des travaux du centre de secours pour 10 066 €
-

VOIRIE :

- Réseaux d'eaux pluviales : 3 000 €
- Réparations de voirie : 40 400 €

— Chapitre 040 : Opération d'ordre entre sections : 238 727,70€

Dans ce chapitre, sont retracés les amortissements de subventions d'équipement et les travaux en régie sont valorisés en 2021 à hauteur de 149 684,11 €.

2 - Opérations d'équipement : 741 033,53 €

➤ 100 aménagement et entretien de bâtiments : 61 562 €

- Réfection de la toiture de l'école de Merville pour 23 640 €
- Travaux passage de la levée et mairie annexe pour 16 000 €
- Remplacement des portes coupe-feu au patronage laïque et au tennis couvert pour 21 925 €

➤ 101 bâtiments publics : 48 580 €

- Maitrise d'œuvre du nouveau centre technique pour 37 108 €
- Diagnostics et déplacement réseau informatique du château pour 11 472 €

➤ 102 équipements sportifs et associatifs : 139 450 €

- Maitrise d'œuvre de la salle omnisport pour 79 162 €
- Remplacement de l'éclairage des terrains du stade de Tréougy pour 60 288 €

➤ 103 patrimoine culturel : 29 894 €

- Travaux de rénovation de l'église de Lambour

➤ 200 aménagements urbains divers : 254 356 €

- Travaux de voirie rue Jean Lautrédou

➤ 400 affaires foncières : 103 090 €

- Acquisition de terrains

➤ 500 environnement et cadre de vie : 83 382 €

- Études aménagement ancien cinéma Excelsior pour 2 726€
- Réalisation de deux pistes cyclables pour 70 382 €
- Installation de mobilier urbain et de jardinières au Jardin des douves pour 10 270 €

➤ 700 enfance - jeunesse : 20 719 €

- Maitrise d'œuvre et diagnostics pour travaux au restaurant scolaire et école J.Ferry pour 17 196 €
- Achat de matériel pour l'espace jeunes : 3 523 €

3 - Restes à réaliser

A la clôture de l'exercice 2021, les Restes à Réaliser en dépense s'élèvent à 933 343,81 € et en recette à 1 122 591,55€. Soit un solde de + 189 247,74 €

Édition des restes à réaliser 2021

Budget Commune

Imputation	LIBELLE	RESTE A REALISER
2041512	Fonds de concours enfoncement de réseaux	305 805,20 €
	Dépenses chapitre 204	305 805,20 €
2051	Licences logiciels	4 747,20 €
	Dépenses chapitre 20	4 747,20 €
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	9 302,93 €
2152	Installations de voirie	1 416,00 €
21533	Réseaux cablés	59 520,00 €
21534	Réseaux d'électrification	17 273,14 €
21568	Autre matériel et outillage d'incendie	2 070,00 €
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	5 097,09 €
2184	Mobilier	616,14 €
2188	Autres immobilisations corporelles	34 217,85 €
	Dépenses chapitre 21	129 513,15 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	14 464,38 €
	Dépenses chapitre 23	14 464,38 €
21312	Bâtiments scolaires	50 560,04 €
	Dépenses opération 100	50 560,04 €
2313	Constructions	97 593,49 €
	Dépenses opération 101	97 593,49 €
2313	Constructions	92 909,43 €
21534	Réseaux d'électrification	90 432,00 €
	Dépenses opération 102	183 341,43 €
2313	Constrcutions	6 910,54 €
	Dépenses opération 103	6 910,54 €
2315	Constructions	34 281,00 €
	Dépenses opération 200	34 281,00 €
2031	Frais d'études	31 260,00 €
2113	Terrains aménagés autres que voirie	27 055,96 €
2312	Agencements et aménagements de terrains	17 456,40 €
	Dépenses opération 500	75 772,36 €
2313	Constructions	30 355,02 €
	Dépenses opération 700	30 355,02 €
Total dépenses		933 343,81 €
IMPUTATION	LIBELLE	RESTE A REALISER
1321	Subventions d'investissement non amortissable - État	40 841,10 €
1341	DETR - équipement non amortissable	105 000,00 €
1347	DSIL - équipement non amortissable	125 290,45 €
	Recettes chapitre 13	271 131,55 €
1341	DETR - équipement non amortissable	80 000,00 €
1347	DSIL - équipement non amortissable	515 000,00 €
	Recettes opération 101	595 000,00 €
1347	DSIL - équipement non amortissable	250 000,00 €
	Recettes opération 102	250 000,00 €
1322	Subventions d'investissement non amortissable - Région	6 460,00 €
	Recettes opération 500	6 460,00 €
Total recettes		1 122 591,55 €

RÉCAPITULATIF GLOBAL 2021

Libellé		Investissement	Fonctionnement	Ensemble
RECETTES	Résultats reportés	-	-	-
	Opérations de l'exercice	3 969 436,74	9 635 463,03	13 604 899,77
	TOTAL	3 969 436,74 €	9 635 463,03€	13 604 899,77€
DÉPENSES	Résultats reportés	1 865 374,25	-	1 865 374,25
	Opérations de l'exercice	2 750 639,19	7 328 260,27	10 078 899,46
	TOTAL	4 616 013,44 €	7 328 260,27€	11 944 273,71 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2020	Excédent	-	2 307 202,76 €	1 660 626,06 €
	Déficit	- 646 576,70 €	-	

Le déficit de la ville s'est réduit en 2021 passant de 1 865 374 € en 2020 à 646 576 €. Le fond de roulement s'est reconstitué en 2021 pour atteindre 1 660 626 €.

Ce rapport et les données qui y sont mentionnées sont conformes au compte de gestion du Receveur municipal.

La commission FINANCES a rendu un avis favorable.

Monsieur LE GUEN « Vu tous les travaux que nous allons réaliser et le taux d'endettement par habitant, nous pouvons dire que la situation est exceptionnelle voire formidable. Nous pouvons être satisfaits des investissements que nous allons faire dans les années à venir. »

Monsieur GARIN « Nous retenons 3 critères pour évaluer la situation financière d'une commune : la photo au 31/12/2021, la marge d'auto-financement courant. On prend les recettes, les charges et l'endettement et on regarde si il reste des fonds. Le ratio doit être inférieur ou égal à 1. Pour Pont l'Abbé, il est de 0,79.

Le 2^{ème} critère c'est le ratio d'endettement au 31/12/2021 qui doit être au maximum de 1,5. Pour Pont l'Abbé, il est de 0,54.

Le dernier critère, ce sont les charges incompressibles : personnel, intérêt de la dette....Le ratio est de 55 %. Pour Pont l'Abbé, il est de 46%. »

Monsieur LE MAIRE « Nous avons plutôt des bons ratios pour pouvoir investir. 2022 est une année importante en investissements et on le constate lorsque l'on traverse la ville. On applique le

projet qu'on avait présenté aux Pont l'Abbistes. Il y a de multiples chantiers. Je remercie les élus et les agents qui font que cela est possible. C'est le fruit d'un investissement des équipes. »

Monsieur CAVALOC « Eric LE GUEN qui a beaucoup d'humour comme chacun sait, a trouvé le moyen dans une présentation d'un compte administratif non pas de taquiner l'opposition comme il le pense mais le citoyen en présentant cette gestion qu'il faut qualifier de formidable ou d'exceptionnnelle.

Ce qui est bien avec l'auto-satisfaction, c'est qu'on est rarement déçue. On a une présentation technique et vous en profitez pour faire un peu de communication sur tous les travaux que vous faites. Le sujet est quand même un peu plus sérieux »

Monsieur LE MAIRE « Ce ne sont que des constats »

Monsieur CAVALOC « Vous, vous faites des constats et nous on fait des polémiques. C'est évident que vous vous réjouissiez de ce que vous faites.»

Monsieur LE GUEN « C'est la présentation de l'état des comptes »

Monsieur CAVALOC « Les allusions que tu faisais, ce n'est pas cela : c'est sérieux les finances publiques »

Monsieur LE GUEN « Mais nous sommes très sérieux. »

Monsieur CAVALOC « C'est au Conseil municipal d'apprécier si la gestion est formidable. Une gestion formidable ce n'est pas seulement d'avoir une situation saine. La question c'est de savoir ce qu'on fait de l'argent et d'où il vient. On peut toujours s'auto-satisfaire. »

Monsieur LE GUEN « Dans le PPI, vous savez où va l'argent »

Monsieur CAVALOC « Personne ne conteste que vous ayez des projets et nous en avons voté certains la dernière fois car nous avons une haute conception de l'intérêt général donc je trouve qu'ironiser sur ces sujets c'est mal venue.

Sur le plan national, actuellement pour résumer la situation : l'état a crâmé la caisse. Nous sommes endettés à 117 % du PIB. »

Monsieur LE MAIRE « Certains candidats ont expliqué qu'ils comptaient sur les collectivités pour rembourser la dette de l'état. Il vaut mieux avoir une gestion saine pour pouvoir continuer à développer nos projets tout en participant à l'effort collectif. »

Monsieur CAVALOC « Je ne vois pas comment les collectivités pourraient participer au règlement de la dette de l'état. »

Monsieur LE MAIRE « On aura une baisse des dotations. C'est ce qu'à fait François Hollande : il a pris dans les poches des communes »

Monsieur CAVALOC « Là elle ne baisse pas les dotations»

Monsieur LE MAIRE « Pour baisser les impôts : on supprime la taxe d'habitation... mais en même temps on continue à dépenser. Donc, qui on vient chercher, les communes et les communautés de communes. »

Monsieur CAVALOC « Je vous suivrais sur ce terrain si les dotations baissaient mais en l'occurrence, elles ne baissent pas »

Monsieur LE MAIRE « Si on a de la DSR c'est parce que les revenus de nos habitants ne sont pas très élevé. »

Monsieur CAVALOC « Donc, plus on augmente les impôts, plus on a de dotations de l'Etat ? »

Monsieur LE MAIRE « Si la commune fait des efforts, l'Etat donne des dotations, c'est assez machiavélique et nous, notre rôle c'est de veiller à ce que la commune puisse assumer ses charges et continue à investir.

Aucun d'entre vous ne peut dire que le patrimoine communal est en très grande santé, il était grand temps de se pencher sur le sujet : concernant les écoles, le château qui n'a eu aucun travaux depuis les années 70...la salle omnisport.

Je suis très content que les travaux démarrent. Vous avez mis les pieds au centre technique ? Voir dans quelles conditions travaillent nos agents. »

Monsieur LE LOC'H « On attend votre invitation »

Monsieur MOTREFF « Vous n'avez pas besoin d'être invité pour y aller »

Monsieur CAVALOC « On ne va pas polémiquer sur l'invitation, on a le droit de taquinier »

Monsieur LE GUEN « C'est sérieux les finances publiques »

Monsieur LE LOC'H « On a un peu débordé mais je profite Monsieur le Maire car depuis le début de cette soirée, je constate une contradiction apparente qui pour moi est évidente. Vous vous plaignez de la dépense publique. Vous protestez concernant les baisses des dotations de l'Etat. Vous nous dites que ces dotations ont augmenté pour financer vos travaux mais vous appelez aussi à contracter la dépense publique.

Vous voulez qu'elle augmente ou qu'elle diminue cette dépense publique ? Vous voulez que les collectivités soient plus financées ou que l'Etat baisse la voilure ? ça c'est la première contradiction.

Et la 2^{ème} contradiction c'est que vous nous faites la défense des services publics au niveau local sauf que les candidats au niveau national que vous défendez, sont les candidats qui veulent réduire cette présence de la fonction publique avec la suppression de nombreux postes.

Il y a là une contradiction et je comprends que dans la tête de certains élus locaux, il y ait une certaine schizophrénie quand on veut à la fois porter une parole nationale mais qu'on est devant ses concitoyens et qu'on est conscient de la nécessité d'investir dans le patrimoine local.

J'ai du mal à vous suivre. »

Monsieur LE MAIRE « Il y a un large millefeuille étatique. Ce travail a été fait à la commune de Pont l'Abbé. Quand vous voyez les charges de personnel, j'ai pas le sentiment que nous ayons baissé la qualité de notre service public, on l'a plutôt amélioré et vous constaterez que les charges de personnel ont peu évolué car on s'est remis en question. On a réorienté, on a réorganisé.
Donc, quand on gère bien, on peut avec moins d'agents parfois, maintenir un service de qualité.
A Pont l'Abbé, nous n'avons pas de problème : les agents savent ce qu'ils ont à faire.
Cela nécessite un investissement des élus au quotidien avec le D.G.S afin que la feuille de route soit limpide et efficace.
Je ne suis pas candidat à l'élection présidentielle»

Monsieur DURAND « On mélange un peu trop la vie politique locale et la vie politique nationale. »

Monsieur CAVALOC « On est juste sur des sujets de fond pour les citoyens »

Monsieur DURAND « On ne peut pas parler de cela toute la soirée. »

Monsieur le Maire « Si vous voulez, on peut parler pendant des heures. Mais après, il y a la gestion quotidienne et l'action.
Depuis que je suis élu, je passe plus de temps à agir qu'à parler »

Monsieur CAVALOC « Vous êtes en responsabilité, vous voulez avoir le dernier mot »

Monsieur LE MAIRE « Je les assume mes responsabilités »

Monsieur LE LOC'H « Quand tu étais élu de l'opposition, tu parlais tout autant »

Monsieur LE MAIRE « J'étais très présent en commission et lors des débats. Chez vous, ce n'est pas le cas »

Monsieur LE LOC'H « C'est lamentable ce que vous faites »

Monsieur LE MAIRE « Non, pas du tout. Vous croyez que c'est correct tous les pics que vous envoyez par voie de presse ou les réseaux sociaux, ce n'est que de la polémique.
Chaque fois que l'on fait des appels pour des projets de solidarité, vous ne répondez que très rarement»

Monsieur CAVALOC « Tu vas nous faire des leçons de solidarité »

Monsieur CANEVET « Certains travaillent encore »

Monsieur LE MAIRE « Moi aussi je travaillais »

Monsieur CAVALOC « ça suffit, il y a des limites »

Monsieur RICHARD « ça fait 2 jours qu'on fait une collecte pour le ukrainiens, vous avez brillé par votre absence »

Monsieur CAVALOC « On travaille »

Monsieur CAVALOC, Monsieur CANEVET « ça suffit »

Monsieur LE MAIRE « Et la collecte de la banque alimentaire »

Monsieur CAVALOC « J'y étais , j'ai aucune leçon de solidarité à recevoir de vous. C'est comme cela que l'on traite les élus. Vous étiez où quand on a voulu faire passer la motion pour nos amis afghans....bonne soirée »

A 21 h 18 : Monsieur LE LOC'H, Monsieur CANEVET, Monsieur LEMARIÉ et Monsieur CAVALOC quittent le Conseil Municipal

Monsieur LE MAIRE « Je maintiens mes propos, les élus de l'opposition ne sont pas toujours présents en commission. Quand on s'engage en temps qu'élu pour assumer un mandat, on doit venir débattre. C'est dommage qu'ils soient partis, nous devons échanger sur des sujets importants »

Monsieur le Maire sort de la salle au moment du vote.

Après avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **APPROUVE** le Compte Administratif 2021 de la commune, tel que présenté.

1.3 Affectation du résultat 2021

Eric LE GUEN expose :

L'instruction budgétaire et comptable M.14 prévoit, après l'approbation du Compte Administratif par le Conseil Municipal, un dispositif spécifique d'affectation budgétaire en section d'investissement de la totalité ou d'une partie du résultat de fonctionnement de l'exercice précédent.

Le résultat de la section de fonctionnement est, conformément à l'instruction comptable et budgétaire M.14, affecté en priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement compte tenu des restes à réaliser.

L'affectation s'avère possible dès lors que le résultat de fonctionnement de clôture est excédentaire.

La situation financière du Compte Administratif 2021 du budget principal qui a été présentée fait apparaître, à la clôture de l'exercice, les résultats suivants :

1) En section de fonctionnement :

- Le total des recettes de l'année s'élève à : **9 635 463,03 €**
- Le total des dépenses (*réelles + ordre*) s'élève à : **7 328 260,27€**

Le résultat de clôture de l'exercice 2021, en fonctionnement s'élève à **2 307 202,76 €**.

2) En section d'investissement :

- Le total des recettes de l'exercice atteint : **3 969 436,74€**
- Le total des dépenses (*réelles et d'ordre*) atteint : **4 616 013,44€**

Soit après incorporation du déficit de N-1, de - 1 865 374,25 €, **un solde négatif d'exécution** de la section d'investissement de : **646 576,70€**.

Il convient d'y ajouter les restes à réaliser 2021 en dépense : **933 343,81€** et en recette : **1 122 591,55€**. Soit un solde positif de **189 247,74 €**

Le besoin de financement de l'investissement 2021 (addition du déficit d'investissement de n-1 et du solde de la section + les RAR en dépense – les RAR en recette) **s'élève donc à : 457 328,96 €**

3) En rapprochant les deux sections à la clôture de l'exercice 2021, on constate :

- Un excédent de clôture en fonctionnement pour : **2 307 202,76 €**
- Un besoin de financement pour : **457 328,96 €**

Au regard de ces éléments, il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement de **2 307 202,76 €** conformément au tableau de reprise des résultats ci-après :

SITUATION GÉNÉRALE - COMPTE ADMINISTRATIF 2021 AFFECTATION DU RÉSULTAT - BUDGET COMMUNE	
Résultat d'investissement 2021	
Solde d'exécution d'investissement 2021 sur compte 001	- 646 576,70 €
Restes à réaliser investissement 2021 (dépenses)	- 933 343,81 €
Restes à réaliser investissement 2021 (recettes)	+ 1 122 591,55 €
Besoin de financement de l'investissement 2022	457 328,96 €
Résultat de fonctionnement 2021	
Résultat de l'exercice 2021	2 307 202,76 €
Résultat à affecter	2 307 202,76 €
AFFECTATION	
En réserve sur le compte 1068	2 307 202,76 €
Report en section de fonctionnement sur le compte 002	0,00 €

La commission FINANCES a rendu un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- AFFECTE le résultat tel que présenté

1.4 Taux de fiscalité 2022

Eric LE GUEN expose :

Contexte de fiscalité :

- Evolution des bases LDF 2022 de 3.4 %
- Division par deux des valeurs locatives industrielles (mesure compensée par l'Etat, peu d'impact pour la ville)

Conformément à la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, le Conseil Municipal fixe chaque année les taux de la fiscalité directe locale dont le produit revient à la commune.

Depuis 2020, 80 % des foyers fiscaux ne payent plus la taxe d'habitation sur leur résidence principale. Pour les 20 % de ménages restant, l'allègement sera de 65 % en 2022. En 2023, plus aucun ménage ne paiera de taxe d'habitation au titre de sa résidence principale.

La taxe d'habitation demeure cependant pour les **résidences secondaires** et pour les **locaux vacants** (instaurée en 2021 sur la commune mais applicable qu'à compter de 2023). Le taux de taxe d'habitation est toujours figé au taux voté au titre de l'année 2019. La commune retrouvera la possibilité de moduler les taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants à partir de 2023 (**en respectant les règles de taux**).

Cette disparition du produit fiscal de la taxe d'habitation sur les résidences principales a été compensée pour les communes par **le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur leur territoire** et par un coefficient correcteur.

Le Conseil Municipal doit donc se prononcer uniquement sur la variation des taux des taxes foncières bâties et non bâties pour lesquels aucune évolution n'est proposée.

TAXES MÉNAGES	2021	2022
Taxe d'habitation : gel du taux sans modulation possible	14.98%	14.98%
Taxe foncière communale sur les propriétés bâties	41%	41%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	57.14 %	57.14 %

La commission des FINANCES a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **FIXE** les taux comme suit :
 - o Taxe d'Habitation : 14.98 %
 - o Taxe foncière propriétés bâties : 41 %
 - o Taxe Foncière propriétés non Bâties : 57.14 %

1.5 Budget supplémentaire 2022

Annexe 3

Eric LE GUEN expose :

Il convient, après le vote du compte administratif 2021, de reprendre les résultats lors du vote d'un Budget Supplémentaire (BS) pour l'année 2022.

Celui-ci intègre les résultats n-1 et les restes à réaliser. C'est aussi l'occasion d'actualiser certaines recettes et dépenses dont les montants n'étaient pas connus au moment du vote du BP.

Le budget 2022 de la commune s'équilibre en section de **fonctionnement** à la somme de **9 031 520 €** et en section **d'investissement** à la somme de **11 254 029,51 €**.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

A - Dépenses

		BP 2022	BS 2022	Budget Total 2022
11	Charges à caractère général	1 849 750	185 700	2 035 450
12	Charges de personnel et frais assimilés	4 200 000	-	4 200 000
65	Autres charges de gestion courante	863 100	-	863 100
66	Charges financières	105 000	- 15 000	90 000

67	Charges spécifiques	2 000	-	2 000
68	Dotations	-	-	-
022	Dépenses imprévues	20 000	-	20 000
23	Virement à la section d'investissement	1 249 670	71 300	1 320 970
42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	500 000	-	500 000
Total dépenses réelles		6 912 850	185 700	7 098 550
Total dépenses réelles + charges financières + dépenses exceptionnelles		7 039 850	170 700	7 210 550
Total opérations d'ordre		1 749 670	71 300	1 820 970
Total dépenses de fonctionnement		8 789 520 €	242 000 €	9 031 520 €

Éléments de constitution du BS :

Les charges à caractère général sont réactualisées à 2 035 450 (+ 185 700€).

Ces évolutions se composent de :

- Souscription à des assurances « **dommages ouvrage** » lors des travaux de réhabilitation de la salle omnisports et de construction du CTM. Ce coût est estimé à 66 000€.
- **Location de modulaires** (34 000 € en 2022) en remplacement des locaux abritant les vestiaires au stade, les travaux de déconstruction (Tribunes) étant réalisés en décembre de cette année.
- En raison notamment du conflit international en cours actuellement, il est primordial d'inscrire une **augmentation des coûts de l'électricité +20%, du gaz et du carburant +30%** soit + 85 700 €.
- Diminution des remboursements d'intérêt d'emprunt, appréciée de manière forte lors du BP.

B- Recettes

	BP 2022	BS 2022	Budget Total 2022
13 Atténuations de charges	80 000	20 000	100 000
70 Produits des services	612 600	-	612 600
73 Impôts et taxes	5 819 990	150 000	5 969 990
74 Dotations, subventions et participations	2 034 630	72 000	2 106 630
75 Autres produits de gestion courante	67 300	-	67 300
76 Produits financiers	-	-	-
77 Produits spécifiques	5 000	-	5 000
78 Reprise sur amort.et provisions	-	-	-
42 Opérations d'ordre de transfert entre sections	170 000	-	170 000
Total recettes réelles	8 614 520	242 000	8 856 520
Total recettes réelles + recettes financières + recettes exceptionnelles	8 619 520	242 000	8 861 520

Total opérations d'ordre	170 000	-	170 000
Total recettes de fonctionnement	8 789 520 €	242 000 €	9 031 520 €

Eléments de constitution du BS :

- L'État à travers ses politiques contractuelles accompagne les collectivités pour renforcer leur ingénierie, c'est à ce titre qu'une subvention de 20 000 € est versée pour le recrutement d'un chargé de mission PVD (chapitre 13).
- Compte-tenu de l'augmentation des bases locatives prévue par la Loi de Finances (+3.4 %), les crédits inscrits au 73 sont réévalués (+ 100 000€). Ainsi que des droits de mutations (+ 50 000€).
- Au chapitre 74, de nouvelles dépenses sont éligibles au FCTVA (travaux d'entretien sur les réseaux), soit 8 000€ de plus en section de fonctionnement.
- Les outils à disposition indiquent que la Dotation Forfaitaire 2022 pour la ville sera de + 24 000€ par rapport à l'inscription initiale, ainsi qu'un maintien de la Dotation de Solidarité Rurale au niveau de 2021.

Le solde des nouvelles inscriptions permet l'augmentation du virement à la section d'investissement de 71 300 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

C - Dépenses

	BP 2022	BS 2022	RAR	Budget Total 2022
101 bâtiments publics	2 337 500,00	-	148 153,53	2 485 653,53
102 équipements sportifs et associatifs	1 618 000,00	-	183 341,43	1 801 341,43
103 patrimoine culturel	122 000,00	-	6 910,54	128 910,54
200 aménagements voirie et espaces publics	2 116 200,00	150 000,00	429 668,27	2 695 868,27
300 matériel et équipement pour les services	463 500,00	-	44 678,28	508 178,28
400 affaires foncières	30 000,00	140 000,00	-	170 000,00
500 environnement et cadre de vie	755 000,00	30 000,00	75 772,36	860 772,36
700 enfance - jeunesse	756 000,00	82 200,00	30 355,02	868 555,02
204 fonds de concours	275 209,00	-	-	275 209,00
16 emprunts et dettes	561 500,00	-	-	561 500,00
21 immobilisations corporelles	-	-	-	-
23 immobilisations en cours	-	-	14 464,38	14 464,38
27 emprunts et dettes	2 000,00	-	-	2 000,00
458 travaux pour compte de tiers	5 000,00	-	-	5 000,00

	BP 2022	BS 2022	RAR	Budget Total 2022
020 dépenses imprévues	40 000,00	-	-	40 000,00
001 déficit cumulé n-1	-	646 576,70	-	646 576,70
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	170 000,00	-	-	170 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	15 000,00	5 000,00	-	20 000,00
Total recettes réelles	9 081 909,00	1 048 776,70	933 343,81	11 064 029,51
Total opérations d'ordre	185 000,00	5 000,00	-	190 000,00
Total recettes de fonctionnement	9 266 909,00 €	1 053 776,70 €	933 343,81 €	11 254 029,51 €

1- Restes à réaliser

Les restes à réaliser en dépense s'élèvent à 933 343,81€. Ils sont repris comme suit au budget 2022.

IMPUTATION	LIBELLE	RAR 2021	IMPUTATION	LIBELLE	REPRISE 2022
2041582	Fond de concours	305 805,20 €	2041582-op200	Fond de concours	305 805,20 €
2051	Licences logiciels	4 747,20 €	2051-op300	Licences logiciels	4 747,20 €
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	9 302,93 €	2128-op200	Autres agencements et aménagements de terrains	9 302,93 €
2152	Installations de voirie	1 416,00 €	2152-op200	Installations de voirie	1 416,00 €
21533	Réseaux câblés	59 520,00 €	21533-op200	Réseaux câblés	59 520,00 €
21534	Réseaux d'électrification	17 273,14 €	21534-op200	Réseaux d'électrification	17 273,14 €
21568	Autre matériel et outillage d'incendie	2 070,00 €	21568-op200	Autre matériel et outillage d'incendie	2 070,00 €
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	5 097,09 €	2158-op300	Autres installations, matériel et outillage techniques	5 097,09 €
2184	Mobilier	616,14 €	2184-op300	Mobilier	616,14 €
2188	Autres immobilisations corporelles	34 217,85 €	2188-op300	Autres immobilisations corporelles	34 217,85 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	14 464,38 €	2315	Installations, matériel et outillage techniques	14 464,38 €
21312-op100	Bâtiments scolaires	50 560,04 €	21312-op100	Bâtiments scolaires	50 560,04 €
2313-op101	Constructions	97 593,49 €	2313-op101	Constructions	97 593,49 €
2313-op102	Constructions	92 909,43 €	2313-op102	Constructions	92 909,43 €
21534-op102	Réseaux d'électrification	90 432,00 €	21534-op102	Réseaux d'électrification	90 432,00 €
2313-op1103	Constructions	6 910,54 €	2313-op1103	Constructions	6 910,54 €
2315-op200	Constructions	34 281,00 €	2315-op200	Constructions	34 281,00 €
2031-op500	Frais d'études	31 260,00 €	2031-op500	Frais d'études	31 260,00 €

IMPUTATION	LIBELLE	RAR 2021	IMPUTATION	LIBELLE	REPRISE 2022
2113-op500	Terrains aménagés autres que voirie	27 055,96 €	2113-op500	Terrains aménagés autres que voirie	27 055,96 €
2312-op500	Agencements et aménagements de terrains	17 456,40 €	2312-op500	Agencements et aménagements de terrains	17 456,40 €
2313-op700	Constructions	30 355,02 €	2313-op700	Constructions	30 355,02 €
	Total dépenses	933 343,81 €		Total Dépenses	933 343,81 €

2- Budget supplémentaire

Le budget primitif est ajusté en fonction des résultats d'appels d'offres et des estimations de travaux non connues lors du vote du Budget Primitif :

- *Opération 200 aménagements voirie et espaces publics*

- Voirie des quartiers : + 70 000€
- Place Gambetta : + 80 000€ pour les travaux sur les réseaux d'eau pluviale

- *Opération 400 affaires foncières*

- Travaux de rénovation de la « Maison Toulemont » sise Place des Carmes : + 60 000€
- Travaux de sécurisation d'un habitat qui constitue un péril imminent : + 80 000€

- *Opération 500 environnement et cadre de vie*

- Travaux d'aménagement Excelsior : + 30 000€ (coût de la déconstruction)

- *Opération 700 enfance-jeunesse*

- Travaux à l'école Jules Ferry et au restaurant scolaire : + 82 200€ (dû au contexte évolutif des prix des marchés)

- *Au chapitre 041*, il convient d'ajouter **5 000€** sur le compte 238. Une entreprise intervenant sur le Pont-Neuf ayant demandé le versement d'une avance sur marché public. La somme prévue au BP était insuffisante. Cette avance sera récupérée sur le paiement des travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

- *Au chapitre 001*, le report du déficit cumulé n-1 pour **646 576,70€**

D – Recettes

	BP 2022	BS 2022	RAR	Budget Total 2022
101 bâtiments publics	-	-	595 000,00	595 000,00
102 équipements sportifs et associatifs	-	421 107,00	319 540,45	740 647,45
103 patrimoine culturel	25 000,00	-	-	25 000,00
200 aménagements voirie et espaces publics	-	-	-	-
300 matériel et équipement pour les services	-	-	40 841,10	40 841,10
400 affaires foncières	100 590,00	151 000,00	-	251 590,00
500 environnement et cadre de vie	77 400,00	65 000,00	37 960,00	180 360,00
700 enfance - jeunesse	-	-	129 250,00	129 250,00
10 dotations, fonds divers et réserves	600 000,00	2 157 202,76	-	2 757 202,76
13 subventions d'investissement	-	10 150,00	-	10 150,00
16 emprunts et dettes	6 694 249,00	- 2 016 230,80	-	4 678 018,20
27 immobilisations financières	2 000,00	-	-	2 000,00
458 travaux pour compte de tiers	3 000,00	-	-	3 000,00
021 virement de la section de fonctionnem	1 249 670,00	71 300,00	-	1 320 970,00
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	500 000,00	-	-	500 000,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	15 000,00	5 000,00	-	20 000,00
Total recettes réelles	8 751 909,00	859 528,96	1 122 591,55	10 734 029,51
Total opérations d'ordre	515 000,00	5 000,00	-	520 000,00
Total recettes de fonctionnement	9 266 909,00 €	864 528,96 €	1 122 591,55 €	11 254 029,51 €

1- Restes à réaliser

Le CA 2021 fait apparaître des RAR en recette pour un montant de **1 122 591,55 €**.

Les subventions inscrites au chapitre 13 en 2021 sont à répartir dans les opérations 102, 300, 500 et 700 comme indiqué ci-dessous pour leur reprise en 2022.

IMPUTATION	LIBELLE	RAR 2021	IMPUTATION	LIBELLE	REPRISE 2022
1311	Subventions d'investissement amortissable - État	40 841,10	1311-op300	Subventions d'investissement amortissable - État	40 841,10
1341	DETR - équipement non amortissable	105 000,00	13461-op700	DETR - équipement non amortissable	73 500,00
			13461-op500	DETR - équipement non amortissable	31 500,00

IMPUTATION	LIBELLE	RAR 2021	IMPUTATION	LIBELLE	REPRISE 2022
1347	DSIL - équipement non amortissable	125 290,45	13462-op102 13462-op700	DSIL - équipement non amortissable DSIL - équipement non amortissable	69 540,45 55 750,00
1341-op101	DETR - équipement non amortissable	80 000,00	13461-op101	DETR - équipement non amortissable	80 000,00
1347-op101	DSIL - équipement non amortissable	515 000,00	13462-op101	DSIL - équipement non amortissable	515 000,00
1347-op102	DSIL - équipement non amortissable	250 000,00	13462-op102	DSIL - équipement non amortissable	250 000,00
1322-op500	Subventions d'investissement non amortissable - Région	6 460,00	1322-op500	Subventions d'investissement non amortissable - Région	6 460,00
	Total recettes	1 122 591,55		Total recettes	1 122 591,55

2- Budget supplémentaire

Lors de ce budget supplémentaire il convient d'inscrire l'affectation du résultat 2021 au compte 1068 pour 2 307 202,76€

Recettes

Depuis le vote du Budget Primitif plusieurs subventions ont été notifiées, pour un total de 567 257€

- Opération 102 équipements sportifs et associatifs

- Rénovation de la salle omnisports : 421 107€ du Conseil Régional

- Opération 400 affaires foncières

- Fond d'Intervention Foncière et Immobilière de la CCPBS, 71 000€ pour les projets Place des Carmes et Rue Arnoult
- Le remboursement des travaux de sécurisation d'une propriété rue Marcel Cariou 80 000€

- Opération 500 environnement et cadre de vie

- 65 000 € du Conseil Départemental pour l'aménagement du square de l'Excelsior dans le cadre du pacte Finistère 2030.

- Chapitre 13 :

- 10 150 € de DETR pour les travaux de sécurisation des abords de l'école Jules Ferry

- Diminution de la prévision de FCTVA – 150 000€.

- Au chapitre 041, il convient d'ajouter 5 000€ sur le compte 2315. Une entreprise intervenant sur le Pont-Neuf ayant demandé le versement d'une avance sur marché public. La somme prévue au BP était insuffisante. Cette avance sera récupérée sur le paiement des travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Par conséquent le montant de l'emprunt est à réduire, pour une inscription au chapitre « 16 emprunts et dettes » de 4 678 018,20€.

La commission des Finances a émis un avis favorable.

Monsieur LE MAIRE « Quand j'étais élu de l'opposition, on vivait parfois des conseils municipaux difficiles mais on ne partait pas. Partir, c'est fuir le débat. »

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **ADOpte** sur le budget supplémentaire pour les sections de fonctionnement et d'investissement tel que présenté.

2. Budget du port de plaisance

2.1 Compte de gestion 2021

Annexe 4

Joël GARIN expose :

Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal.

Après avoir entendu et approuvé le Compte Administratif de l'exercice 2021,

Après s'être assuré que le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

La commission Finances a rendu un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **APPROUVE** le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2021.

2.2 Compte financier 2021

Annexe 5

Eric LE GUEN expose :

Le Compte Financier 2021 du Port de Plaisance est arrêté :

- **à la section d'exploitation**, à la somme de :
 - **13 772,02 €** en dépenses,
et
 - **13 717,80 €** en recettes,

Le résultat de clôture, est de – **54,22 €**.

- **Les dépenses** sont liées à l'achat de fournitures pour des travaux d'entretien du local des usagers et des bornes électriques, ainsi que le contrôle des mouillages.
Il faut y ajouter les remboursements de frais engagés par le budget principal : affranchissement du courrier, contrat de maintenance logiciel et matériel de facturation (utilisé aussi pour les droits de place), les fluides et la téléphonie mobile.

Les dépenses de personnel, reversées au budget principal de la commune, s'élèvent en 2021 à 6 155,02€.

- **Les recettes** proviennent exclusivement de la location des mouillages et d'une aide de l'Etat liée à la perte de recette d'exploitation en raison de la pandémie.

- **à la section d'investissement**, à la somme de :
 - **0,00 €** en dépenses,
et
 - **1 673,85 €** en recettes.

L'exercice se solde donc par un excédent de la section d'investissement de **1 673,85 €**.

Il n'y a eu aucune dépense d'investissement en 2021.

Les recettes d'investissement 2021 sont :

- L'excédent reporté de 2019 : 913,67 €

- La constatation des amortissements pour 760,18 €

La commission des finances a émis avis favorable.

Monsieur le Maire sort au moment du vote.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **APPROUVE** le Compte Financier 2021, qui est par ailleurs conforme au compte de gestion du Receveur Municipal.

2.3 Budget supplémentaire 2022

Annexe 6

Eric LE GUEN expose :

Après le vote du Compte Financier 2021, il convient d'intégrer les résultats au budget 2022 par le biais d'un budget supplémentaire.

La section d'exploitation (fonctionnement) 2022 s'équilibre à la somme de 16 500 € tandis que la section d'investissement s'équilibre à 8 375 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

1 - Dépenses

Les chapitres des dépenses d'investissement du port à voter sont :

- **Chap. 16** : Emprunts et dettes assimilées 375,00 €
- **Chap. 23** : Installations, matériel et outillage technique 0,00 €
- **Chap. 21** : Autres dépenses sur immobilisations corporelles 8 000,00 €
- **Total dépenses** 8 375,00 €

Suite au contrôle des mouillages réalisé en 2021, il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de chaînes et bouées, dépenses estimées sur le port à 8 000€ en 2022.

Afin de réaliser ces travaux, un emprunt sera nécessaire. Une demi annuité devra être remboursée sur l'exercice soit 375€.

2 - Recettes

- **Chap. 16** : Emprunts et dettes assimilées 6 069,15 €
- **Chap. 040** : Opérations d'ordre (dotations aux amortissements) 632,00 €

- Chap. 001 : Excédent reporté..... 1 673,85 €
- Total recettes..... 8 375 €

Les recettes seront constituées par la mobilisation de l'emprunt pour la réalisation des travaux sur les chaînes et bouées.

Par les dotations aux amortissements et enfin, par l'excédent reporté de la section pour 1 673,85€

SECTION D'EXPLOITATION

1 – Dépenses

Les chapitres des dépenses d'exploitation du port à voter sont :

- Chap. 011 : Les charges à caractère général 6 713,78 €
- Chap. 012 : Les charges de personnel affecté au port 9 000,00 €
- Chap. 66 : Charges financières 100,00 €
- Chap. 042 : Les dotations aux amortissements..... 632,00 €
- Chap. 001 : Déficit d'exploitation reporté 54,22 €
- Total dépenses..... 16 500 €

Les charges à caractère général regroupent les fournitures d'entretien courant des équipements portuaires ainsi que le remboursement au budget principal de frais tel que la téléphonie, l'affranchissement, ou la maintenance du matériel d'encaissement.

Le chapitre 012 concerne les charges de personnel à rembourser au budget principal.

Il est nécessaire de prévoir une charge pour les intérêts d'emprunt au chapitre 66.

Enfin, les dotations aux amortissements en opération d'ordre.

2 - Recettes

L'unique recette d'exploitation du port de plaisance est constituée par les redevances versées par les plaisanciers pour un total de 16 500 €.

Le chapitre 70 "Produits des services" est donc à voter pour cette somme de 16 500 €.

La commission Finances a rendu un avis favorable

Monsieur LE FLOC'H « Il y a des dépenses concernant les chaînes et bouées qui sont indispensables au vue de l'usure constatée. Le rapport d'inspection du 9/12 le confirme. Des traversières doivent être changées rapidement car elles sont usées, c'est une usure normale. C'est un changement quasi-totale. Il y a actuellement 64 places à quai et en tout 77.

Il y a aussi des bateaux installés sans autorisation, et nous allons rétablir l'ordre pour ces quelques mouillages parasites.

Les relations hebdomadaires avec l'association des usagers du port sont très bonnes. »

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **ADOpte** sur le budget supplémentaire pour les sections de fonctionnement et d'investissement tel que présenté.

3. ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2022 (délibération concordante avec la CCPBS)

Annexe 7

Eric LE GUEN expose :

La CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) de la CCPBS est chargée d'évaluer le coût des charges transférées par les Communes à chaque transfert de compétence à la Communauté de Communes mais également en cas de révisions dérogatoires des attributions de compensation.

Il appartient aux Conseils municipaux de se prononcer sur les propositions issues du rapport de la CLECT selon la règle de la majorité qualifiée, en cas de révision dite « libre »

Lors de sa réunion en date du 2 février 2022, la CLECT a abordé les points suivants et une révision des attributions de compensation a été proposée.

Pour l'année 2022, la ville de Pont-L'Abbé recevra une compensation de 507 735,33€ (contre 509 814,62 € en 2021). Cette baisse s'explique par une augmentation des frais d'Autorisation des Droits du Sol en 2021.

La commission des Finances a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **VALIDE** l'attribution de compensation définitive

4. Place Gambetta : signature d'une convention avec le SDEF

Annexe 8

Olivier ANSQUER expose :

Dans le cadre du réaménagement de la place Gambetta, des travaux de rénovation de l'éclairage périphérique de la place, de la rue Marcel Cariou et de mise en lumière de l'office de Tourisme sont à réaliser par le SDEF.

L'estimation des dépenses s'élève à 44 250 ,00 € H.T.

Selon le règlement financier voté par délibération du SDEF le 18 décembre 2020, le financement s'établit comme suit :

Financement du SDEF :4 650,00 € H.T

Financement de la commune :39 600,00 € H.T

Les commissions Urbanisme et Travaux et Finances ont rendu un avis favorable à ce projet.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **APPROUVE** le projet de rénovation et d'extension du réseau d'éclairage public de la place Gambetta et de la rue Marcel Cariou
- **DIT** que la Ville ayant transféré la compétence éclairage public au SDEF, les travaux susvisés seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du SDEF
- **PRECISE** que la participation prévisionnelle de la Ville est de 39 600,00 € HT pour cette opération
- **PRECISE** que les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au budget primitif 2022
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention financière à conclure avec le SDEF pour la réalisation de ces travaux et ses éventuels avenants

5. DSIL 2022

Monsieur le Maire expose :

Comme chaque année, l'Etat permet aux collectivités de bénéficier de co-financements au titre des dotations de soutien à l'investissement local. Cette année, il est proposé de solliciter ces subventions pour la rénovation des écoles et la requalification de la place Gambetta.

Caractéristiques des projets finançables dans le cadre de la DSIL 2022.

L'appel à projets DSIL 2022 reprend les « thématiques prioritaires » des années précédentes et poursuit son élargissement aux dispositifs contractuels initiés par l'État (CRTE, Programmes « Action cœur de ville » et « Petites villes de demain »).

Dans le cadre de ce dispositif, dont le pilotage est régional, il revient aux préfets de départements de recenser et instruire les demandes des collectivités. Le Finistère dispose à ce titre d'une enveloppe indicative de 11,52M€.

Selon les conditions d'accès à la DSIL, les projets doivent répondre à différentes conditions :

- Maîtrise d'ouvrage : elle doit être assurée par une commune ou un EPCI.
- Dépenses éligibles : dépenses d'investissement HT.
- Cumul : les crédits de la DSIL peuvent être cumulés avec d'autres subventions d'État.
- Calendrier : les opérations qui démarreront dans le courant de l'année 2022 seront privilégiées.
- Taux de subvention : il est au maximum de 80%, impliquant un autofinancement minimum de 20%.
- Montant de subvention : minimum de 20 000 € (dérogations possibles) et maximum de 500000€.

Deux types de projets peuvent être soutenus, selon qu'ils intègrent les thématiques prioritaires de l'État, ou qu'ils soient intégrés à des dispositifs contractuels.

La loi fixe six familles d'opérations éligibles à un financement au titre de grandes priorités thématique d'investissement :

- Rénovation thermique, transition énergétique et développement des énergies renouvelables,
- Mise aux normes et sécurisation des équipements publics,
- Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité et de la construction de logements,
- Développement du numérique et de la téléphonie mobile,
- Création, transformation et rénovation de bâtiments scolaires,
- Réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

L'instruction ministérielle du 7 janvier 2022 prévoit qu'en complément, pourront être également soutenus :

- les opérations qui concourent à la rénovation du patrimoine culturel ou naturel ;
- les travaux d'entretien des ouvrages d'art, notamment des ponts ;
- la construction ou la rénovation d'équipements sportifs (en complément de l'intervention de l'Agence Nationale du Sport).

Le soutien aux démarches contractuelles mises en place entre l'État et les collectivités locales constitue également une priorité de la DSIL qui soutient :

- les projets inscrits dans les CRTE (contrats de relance et de transition écologique) ;
- les programmes « Action Cœur de Ville » et « Petites Villes de Demain » ;
- le déploiement du réseau « France services » ;
- le programme « nouveaux lieux, nouveaux liens » (Fabrique des territoires, Manufactures de proximité) ;
- le programme « Territoires d'industrie ».

Proposition des projets pouvant bénéficier d'une DSIL en 2022.

Au regard des conditions de financement de l'Etat et des investissements portés par la commune en 2022, il est proposé de solliciter la préfecture au titre de la DSIL 2022, pour le cofinancement de deux projets :

- **la rénovation des écoles**, au titre des opérations « Création, transformation et rénovation de bâtiments scolaires »,

Les écoles maternelles de Pont L'Abbé nécessitent des travaux conséquents de rénovation énergétique et de réhabilitation. Ces travaux, sur des bâtiments construits depuis plusieurs décennies, visent à améliorer les conditions d'accueil des enfants, des enseignants et du personnel communal.

Ecole	Nature des travaux	Délais	Montant HT	Montant TTC
Kerarthur	Menuiseries	Juin-juillet 2022	135 000,00 €	162 000,00 €
	Ravalement	Octobre 2022	14 166,00 €	17 000,00 €
	Rénovation éclairage	Septembre 2022	4 166,67 €	5 000,00 €
	Rénovation sanitaires	Juin 2022	20 833,33 €	25 000,00 €
	Rénovation d'une classe (sol + peinture + éclairage LED + Mobilier)	2023	9 000 €	10 800 €
Lambourg	Rénovation acoustique de la salle de restauration	Avril 2022	10 000,00 €	12 000,00 €
	Rénovation d'une classe (sol + peinture + éclairage LED + Mobilier)	2022	9000 €	10800 €
	Menuiseries	2023	25 000 €	30 000 €
Merville	Menuiseries	Juin juillet 2022	33 500 €	40 200,00 €
	Aménagement de cour (Jeu de plein air, reprise des sols, mise aux normes PMR...)	Juillet 2022	20 876,58 €	25 051,90 €
	Rénovation d'une classe (sol + peinture + éclairage LED + Mobilier)	2023	9000 €	10 800 €
Total			290 542,58 €	348 651,09 €

Il est proposé de solliciter l'accompagnement de l'état à hauteur de 80% des dépenses HT, soit 103 458 euros.

Recettes	Montant en € HT	%
DSIL 2022 : Sollicitation	232 433	80%
Autofinancement	58 109.58	20%

TOTAL HT	290 542.58	100%
----------	------------	------

- la **Requalification de la place Gambetta, de la rue Marcel Cariou et de la venelle Dorée** au titre du programme « Petites villes de demain ».

Le développement du centre-ville de Pont L'Abbé est un enjeu majeur pour favoriser :

- le développement du commerce.
- les déplacements doux
- le bien vivre ensemble grâce à des espaces penser pour renforcer les échanges entre les différents acteurs locaux

C'est pour atteindre ces objectifs qu'une requalification qualitative de la place gambetta et de ses abords est prévu.

Nature des travaux	Montant HT	Montant TTC
Aménagement de voirie	390000,00	468000,00
Travaux de rénovation des réseaux d'eau pluviale	80497,00	96596,68
Aménagements paysagers, éclairage public, cadre de vie	63477,00	76172,60
Total	533974,00	640769,28

Il est proposé de solliciter l'accompagnement de l'état à hauteur de 80% des dépenses HT, soit 266 987 euros.

Recettes	Montant en € HT	%
DSIL 2022 : Sollicitation	427 179.2	80%
Autofinancement	106 794.8	20%
TOTAL HT	533974,00	100%

La commission des Finances a émis un avis favorable.

Monsieur RICHARD « Pour tous les projets dans les écoles, nous avons consulté les établissements pour avoir leur avis. »

Monsieur LE MAIRE « Concernant la place Gambetta, je remercie les usagers pour leur patience. Ces travaux étaient nécessaires pour le rendre accessible PMR.»

Monsieur LE GUEN « Nous avons tenu compte des propositions de l'opposition et nous les remercions d'avoir participé à la commission. Ils nous ont suggéré de passer à 80 % de participation de la DSIL »

Monsieur LE MAIRE « Je ne sais pas si le Préfet sera aussi généreux avec nous mais autant demander le maximum »

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **VALIDE** les deux projets et les plans de financement rattachés
- **SOLLICITER** l'aide financière de l'Etat au titre de la DSIL
- **DONNE POUVOIR** à Mr le Maire pour mettre en œuvre cette décision

6. Vente en ligne sur le site Agorastore

Yann HIRIART expose :

Soucieuse de favoriser le réemploi de matériels (ancien et inutilisé, est stocké à la STEP), dont elle n'a plus l'utilité, la Ville souhaite mettre en vente de gré à gré ses biens inutilisés sur le site de courtage aux enchères en ligne « Agorastore.fr ».

La vente de ce matériel sur le site internet d'enchères en ligne pour collectivité « Agorastore » pourrait permettre de se séparer de ce matériel afin de libérer de l'espace de stockage.

Une délibération est nécessaire pour la cession de bien par ce biais afin d'autoriser Monsieur le Maire à retenir les offres les mieux-disantes dont le montant serait supérieur à 4 600 €

Le matériel qui serait susceptible d'être vendu est le suivant :

- tonne à eaux usées avec pompage intégré
- un tracteur kubota avec embrayage cassé
- un tracteur Kubota avec relevage cassé.
- ...

La commission FINANCES a rendu un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-AUTORISE La vente de biens dont le prix excède nominalement 4 600 €
au prix résultant de la mise aux enchères

-AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

7. Permis de construire groupé rue de la Gare : signature avec Nexity d'une convention de rétrocession des espaces communs de la Commune

Annexe 9

Caroline CHOLET expose :

En application des dispositions de l'article R 442-8 du code de l'urbanisme, l'engagement de l'aménageur à constituer une association syndicale des acquéreurs de lots à laquelle seront dévolus la propriété, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs n'est pas nécessaire lorsque l'aménageur justifie de la conclusion avec la commune d'une convention prévoyant le transfert dans son domaine de la totalité des voies et espaces communs une fois les travaux achevés.

A l'occasion de la demande de permis de construire rue de la gare, la société NEXITY a proposé la signature d'une convention de rétrocession des équipements communs du permis groupé à la commune.

Compte tenu des caractéristiques des voies et équipements publics décrits dans le programme des travaux, qui répondent en tous points aux attentes de la commune, il apparaît en effet que cette proposition est de nature à simplifier les procédures.

La commission Urbanisme et Travaux a donné un avis favorable à ce projet lors de sa réunion du 17 mars 2022.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer avec la société NEXITY IR Programmes Bretagne, représentée par Madame Marie MICHEA, la convention de rétrocession des équipements communs de l'opération du permis groupé qui sera réalisé rue de la gare

8. Dénomination de voies

8.1 Permis d'aménager Bringall 2

Annexe 10

Caroline CHOLET expose :

Par délibération en date du 03 décembre 2019, le Conseil Municipal s'est prononcé sur la dénomination des voies du lotissement de Bringall.

Or, par arrêté n° 02922021 0002 en date du 21 octobre 2021, un nouveau permis d'aménager a été délivré à la SARL LE PLATEAU DE BRINGALL à Bringall consacrant ainsi la poursuite de l'opération sur ce secteur pour la création de 16 lots à bâtir.

Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur la rétrocession des équipements communs de ce lotissement.

Afin de préparer l'inscription de cette voie au tableau de classement unique des voies communales, de faciliter les démarches administratives des futurs acquéreurs et de simplifier la localisation des terrains par les services de secours et les divers services publics, il convient de dénommer la rue et de numéroter les terrains.

Compte tenu de la configuration du projet, la poursuite de la rue François MITTERRAND s'impose. Ainsi, la dénomination de la voie de ce lotissement et la numérotation des terrains seront telles qu'elles figurent au plan joint en annexe :

- Rue François MITTERRAND (président de la République Française de 1981 à 1995), n 3 à 15 côté impair et n° 38 à 54, côté pair.

La commission Urbanisme et Travaux a émis un avis favorable à cette proposition lors de sa réunion du 17 mars 2022.

VU le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L 2121-29,

VU le décret n° 94-1122 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au Centre des Impôts Fonciers ou au Bureau du Cadastre, de la liste alphabétique des voies de la Commune et du numérotage des immeubles,

VU la délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2021 acceptant la rétrocession des équipements communs du lotissement autorisé à Bringall par un promoteur privé,

VU l'avis formulé par la commission urbanisme et travaux le 17 mars 2022,

CONSIDERANT l'intérêt communal que représente la dénomination de cette voie qui sera inscrite au tableau de classement unique dès réception des travaux, dans un souci de simplification des démarches administratives des futurs acquéreurs, et de localisation par les services de secours et les divers services publics,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-ADOPTÉ la dénomination de la voie du lotissement de Bringall 2 dénommée avenue rue François MITTERRAND, ainsi que la numérotation des terrains telle qu'elle figure au plan joint en annexe

-AUTORISE Monsieur Le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération

8.2 Permis groupé rue de la gare

Annexe 11

Caroline CHOLET expose :

La société NEXITY IR Programmes Bretagne a déposé un permis de construire groupé rue de la gare et le Conseil Municipal, dans sa séance de ce jour se prononce sur la rétrocession des équipements communs de cette opération à la commune.

Afin de préparer l'inscription de la voie interne de l'opération au tableau de classement unique des voies communales, de faciliter les démarches administratives des futurs acquéreurs et de simplifier la localisation des terrains par les services de secours et les divers services publics, il convient de dénommer cette rue et de numéroter les futures constructions.

Ainsi, la dénomination de la voie interne de cette opération sera la rue Gustave EIFFEL et la numérotation des constructions sera telle qu'elle figure au plan joint en annexe.

La commission Urbanisme et Travaux a émis un avis favorable sur cette proposition lors de sa réunion du 17 mars 2022.

VU le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L 2121-29,

VU le décret n° 94-1122 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au Centre des Impôts Fonciers ou au Bureau du Cadastre, de la liste alphabétique des voies de la Commune et du numérotage des immeubles,

VU la délibération du Conseil Municipal du 22 mars 2022 acceptant la rétrocession des équipements communs de l'opération du permis groupé rue de la gare en cours d'instruction et déposé par la société NEXITY IR Programmes Bretagne,

VU l'avis formulé par la commission Urbanisme et Travaux le 17 mars 2022,

CONSIDERANT l'intérêt communal que représente la dénomination de cette voie qui sera inscrite au tableau de classement unique dès réception des travaux, dans un souci de simplification des démarches administratives des futurs acquéreurs, et de localisation par les services de secours et les divers services publics,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-ADOpte la dénomination de la voie interne de l'opération qui sera réalisée par la société NEXITY IR Progammes Bretagne rue de la gare dénommée rue Gustave EIFFEL et la numérotation des futures constructions telle qu'elle figure au plan joint en annexe

-AUTORISE Monsieur Le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

9. Projet d'espace public rue Pasteur (site de l'ancien Excelsior) : échange foncier avec l'association Foyer Familial

Annexe 12

Caroline CHOLET expose :

La Commune est devenue propriétaire du site de l'ancien cinéma Excelsior aux termes d'un acte du 20 décembre 2019.

Depuis, sur la base d'une étude exploratoire sur l'aménagement du site réalisée par le CAUE, un permis de démolir pour les ruines du bâtiment a été obtenu et un maître d'œuvre a été choisi pour concevoir et suivre les travaux nécessaires à l'aménagement d'un nouvel espace public en cœur de ville.

Afin de travailler sur une assiette foncière plus cohérente, un échange avec l'association Foyer Familial peut être envisagé, entre une partie de la parcelle cadastrée section BC, n° 75p et une partie de la parcelle cadastrées section BC, n° 790p., tel que présenté au plan joint

Les deux parcelles étant considérées comme équivalentes, l'échange aura lieu sans soulte. Les surfaces exactes seront déterminées par le document d'arpentage dressé par un géomètre.

Les frais de géomètre et de rédaction de l'acte seront pris en charge par la commune.

Les commissions « Urbanisme et Travaux » et « Finances » ont donné un avis favorable.

En application des dispositions de l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales, l'avis des Domaines a été sollicité.

Monsieur LE MAIRE « Nous avons réfléchi pour que le souvenir et l'empreinte de l'Excelsior soient présents et que le site soit agréable avec un espace où les Pont l'Abbiste puissent se poser au cœur de Ville avec le soutien financier du Département et de l'Etat. On a besoin d'un permis d'aménager pour que les travaux commencent en septembre et que tout soit terminé avant Noël. »

Madame CHOLET « On peut remercier le foyer paroissial pour nous avoir permis d'obtenir sans difficultés la parcelle et qui a prévu des travaux sur son pignon afin que le projet dans sa globalité soit réussi. »

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte d'échange à intervenir avec l'association Foyer Familial qui sera rédigé par un notaire

ENFANCE JEUNESSE

10. Demande de subvention CAF

Jean-Luc RICHARD expose :

La ville de Pont-l'Abbé organise un accueil périscolaire le matin et le soir à l'école de Merville déclaré en accueil collectif de mineurs (0-6 ans).

Cet accueil a lieu, tous les jours scolaires, de 7 h 30 à 8 h 45 et de 16 h 30 à 19 h 00.

Les enfants sont encadrés par du personnel qualifié qui proposent aux enfants des activités pédagogiques variées.

Malheureusement, la cour de récréation, qui sert également à l'accueil périscolaire, ne dispose que de très peu de jeux extérieurs. Il est donc envisagé d'équiper cet espace extérieur d'une structure ludique du type toboggan avec d'autres fonctionnalités.

Le coût de ce matériel est évalué à **10 626,58 € hors taxes (acquisition + pose)**.

Considérant que le temps d'occupation des espaces scolaires de l'école de Merville au titre de l'accueil périscolaire représente 32,61 % du temps total d'usage, la commune sollicite un financement CAF à hauteur de **3 465 €** correspondant à ce temps d'occupation.

La commission FINANCES a rendu un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès de la CAF pour l'acquisition d'une structure de jeux pour les temps périscolaires

11. Aide aux devoirs : convention Association « t'es CAP » - Ville de PONT L'ABBE

Annexe 13

Jean-Luc RICHARD expose :

Dans le cadre du développement de l'accompagnement éducatif des enfants scolarisés et de soutien à la parentalité, une offre d'aide aux devoirs pourrait être proposée en lien avec l'association « T'es CAP ».

L'aide aux devoirs est un service proposé aux enfants de l'école élémentaire Jules Ferry sur les temps périscolaires des lundis et jeudis soir. Elle concerne uniquement les enfants qui utilisent les services du périscolaire et pour lesquels les parents sont demandeurs.

Ce service ne génère pas de surcoût pour les familles, mais il est réservé aux enfants fréquentant le périscolaire des soirs concernés, ce service étant, quant à lui, un service payant. La participation de l'enfant à l'aide aux devoirs est soumise à une inscription en début d'année scolaire par la famille auprès du Service Enfance Jeunesse Education.

Durant ce temps, les enfants sont accompagnés par des bénévoles de l'association « T'es Cap », pour la réalisation des devoirs de classe, ce, dans une salle attenante aux locaux du périscolaire. Il est précisé ici qu'il ne s'agit en aucun cas d'un soutien scolaire.

Les commissions Enfance et Finances ont rendu un avis favorable.

Monsieur LE MAIRE « C'est un très beau projet avec une association qui a fait ses preuves »

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-VALIDE la convention liant la ville et l'association « T'es CAP »

-DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour la signature de celle-ci et de ses avenants éventuels.

ASSOCIATION

12. Comité Départemental de la résistance et de la déportation

Marc DEFACQ expose :

Depuis des décennies, des anciens Résistants et Déportés interviennent dans des Collèges et Lycées publics et privés pour témoigner, évoquer la place du Finistère dans la Résistance sous toutes ses formes et inciter les jeunes à participer nombreux, à ce Concours.

Dans tous les établissements concernés, des professeurs assurent le relai pour perpétuer ce devoir de Mémoire.

L'ensemble des lauréats sera récompensé au cours d'une distribution solennelle des Prix, le samedi 21 mai à la salle du Chapeau Rouge à Quimper.

Le thème du Concours de la Résistance et de la Déportation de cette année, est : « La fin de la guerre. Les opérations, les répressions, les déportations et la fin du 3^{ème} Reich (1944-1945) ».

Les commissions SPORTS - ASSOCIATION et FINANCES ont rendu un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-ATTRIBUE une subvention de 300 euros

13. Jardins partagés

Laurent MOTREFF expose :

L'association de gestion des jardins partagés, investit régulièrement dans du matériel afin de permettre à chacun de cultiver son lot de terre. Malheureusement, leur motobineuse (achetée en 2017) ne fonctionne plus et ils ont été dans l'obligation d'en acheter une nouvelle, la réparation étant plus coûteuse que l'achat d'une neuve.

Devis réparation : 647,27 euros

Acquisition : 500 euros

L'association sollicite la municipalité pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 400 €.

Il est proposé de verser une subvention d'un montant égal à 50 % du coût d'achat soit 250 €.

Les commissions SPORTS - ASSOCIATION et FINANCES ont rendu un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-ATTRIBUE la subvention d'un montant égal à 50 % du coût d'achat soit 250 €

14. Comité d'animation de Pont l'Abbé

Laurent MOTREFF expose :

Le Comité d'Animation de Pont-l'Abbé organise un festival de country au centre culturel Le Triskell, le samedi 20 et dimanche 21 aout.

Des exposants seront positionnés autour du Triskell et des animations gratuites seront proposées au public. Un contrat a été signé avec Texas Sidestep élu meilleur groupe de country en France en 2021. Un animateur/chorégraphe JP Barrois a également été réservé.

Exposants extérieurs :

- Motos Harley, Voitures anciennes, Sculpteur sur bois, + divers...

Programme :

Samedi :

- 15h00 **ouverture du festival**
- 15h30-17h00 **cours d'initiation (animateur/chorégraphe)**
- 18h00-19h00 **démonstration gratuite**
- 21h00-22h30 **concert Texas Sidestep (1ere partie)**
- 23h30-1h00 **concert Texas Sidestep (2^{ème} partie)**

Dimanche :

- 11h30 **ouverture concert d'accueil Texas Sidestep**
- 13h00-14h30 **cours d'initiation (animateur/chorégraphe)**
- 15h30-17h00 **concert Texas Sidestep (1ere partie)**
- 18h00-19h30 **concert Texas Sidestep (2^{ème} partie)**

Tarifs :

15 euros les 2 jours / 8 euros la journée / 5 euros les cours d'initiations

- Budget prévisionnel

Dépenses = 20 000 euros

Recettes = 15 000 euros

Au vu du budget prévisionnel et des résultats enregistrés pour les animations de Noel (-700€) et des Gras (-1 100€), l'association sollicite une subvention exceptionnelle.

Les commissions SPORTS - ASSOCIATION et FINANCES ont rendu un avis favorable.

Viviane GUEGUEN, Eric LE GUEN et Mireille MORVEZEN ne prennent pas part au vote.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-ATTRIBUE la subvention exceptionnelle à hauteur de 3 000 €.

15. Tarifs brocantes professionnelles

Patricia WILLIEME expose :

Un organisateur de salons professionnels (salon antiquités brocante design de Quimper, Quimper Tatoo Show) et de brocantes en extérieur sur différentes communes du Finistère Sud (Bénodet, Cap Coz, Audierne, Loctudy, Quimper, Concarneau...) souhaite organiser une brocante sur Pont-l'Abbé.

La brocante aurait lieu le 10 août 2022 dans le bois St Laurent.

Tarification

Généralement, les communes facturent au prix du mètre du marché ou sous forme de forfait.

Le prix du mètre (4€20) est trop élevé pour lui. Il faudrait de ce fait partir sur un forfait :

- Bénodet : forfait 150€
- Concarneau : 2€20 le mètre linéaire

Tarifs appliqués pour la Brocante (véhicule à l'arrière) :

- 12m² = 50€
- 18m² = 70€
- 24m² = 90€
- 30m² = 110€

Il est proposé de fixer un forfait de 300 €.

La commission des FINANCES a émis un avis favorable.

Eric LE GUEN est absent au moment du vote

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-FIXE le tarif pour les brocantes professionnelles à 300 €

16. Convention Ville - Brodeuses

Annexe 14

Bernard LE FLOC'H expose :

La convention entre la ville et l'association organisatrice de l'évènement de la « Fête des Brodeuse » est arrivé à échéance en 2021. Il convient de la renouveler pour pouvoir continuer à soutenir cet évènement culturel.

Les principes de la convention (transmise en annexe) restent similaires à ceux contenus dans la précédente.

La commission des FINANCES a émis un avis favorable.

Monsieur LE MAIRE « Une réunion s'est déroulée il y a 15 jours dans un climat serein. Le Président a constaté beaucoup de lien entre la commune et l'association. L'objectif étant que la fête des brodeuses retrouve un essor d'avant COVID. Bernard les a aidé de part son expérience pour des financements supplémentaires.

Gérard Mourrain a souligné cette collaboration précieuse. »

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-VALIDE la convention

-DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour la signature de celle-ci et de ses éventuels avenants

17. Subventions annuelles aux Associations

Annexe 15

Laurent MOTREFF expose :

Il appartient au Conseil municipal de fixer annuellement les subventions de fonctionnement à destination du monde associatif. En 2021, la ville de Pont L'Abbé s'est dotée d'un règlement concernant les critères d'attribution, c'est sur cette base que la liste des subventions a été dressée.

Une modification du règlement, est proposée, avec l'instauration d'une nouvelle catégorie intitulée « Labélisée jeunesse et éducation populaire » d'un montant de 1 000 euros en faveur de l'association Amicale Laïque pour toutes les actions menées au sein des écoles publiques.

SUBVENTIONS 2022		Ne prennent pas part au vote
Nom de l'association	Montant de subvention 2022	
SPORT DE COMPETITIONS - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Football Club de Pont-l'Abbé	8 160,00 €	Yann HIRIART Fabienne HELIAS
Pont-l'Abbé Basket Club	3 550,00 €	
Rugby Club Bigouden	1 870,00 €	
Club Athlétique Bigouden	4 180,00 €	
Nageurs Bigoudens	3 030,00 €	
Tennis Club de Pont-l'Abbé	1 855,00 €	
Rama Thai Boxing Gym	2 090,00 €	
Amicale Laïque (judo - aikido)	1 335,00 €	
SPORT DE COMPETITIONS - ASSOCIATIONS EXTERIEURES		
Handball Club Bigouden	460,00 €	
Club des Archers Bigoudens	80,00 €	
Plomeur Tennis de Table	90,00 €	
LOISIRS - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Foot Loisirs	60,00 €	Yann HIRIART Fabienne HELIAS Jean-Luc RICHARD
Pétanque Bigoudène	80,00 €	
Galoche Pont-l'Abbiste	90,00 €	
Amicale Laïque	2 830,00 €	
Chorale Tud Ar Vro	930,00 €	
La Balade illustrée	510,00 €	
Cercle Celtiques de Pont-l'Abbé	1 370,00 €	

CULTURE - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Les Amis du Musée	350,00 €	Annie BRAULT (Yann HIRIART Jean-Luc RICHARD : absents au moment du vote)
Les Amis de la Bibliothèque	350,00 €	
Les Amis de l'Orgue NDC	350,00 €	
Association de Lambour	350,00 €	
CULTURE ET LOISIRS - ASSOCIATIONS EXTERIEURES		
BRAM	120,00 €	Yann HIRIART et Jean-Luc RICHARD absents au moment du vote
LABELISEE JEUNESSE - EDUCATION POPULAIRE		
Amicale Laique	1 000,00 €	
MUSICALE A DESTINATION DES JEUNES - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
JMF	700,00 €	
Association Les Ribines	700,00 €	
ENVIRONNEMENTALE - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Sur un air de terre	350,00 €	
AURPPA	350,00 €	
Ass. de Pêche et de Pisciculture AAPPMA	350,00 €	
ANIMATION DE LA VILLE - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Comité d'Animation de Pont-l'Abbé	850,00 €	Eric LE GUEN, Viviane GUEGUEN et Mireille MORVEZEN
JEUNES SAPEURS POMPIERS - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Ass. Des Jeunes Sapeurs Pompiers	1 150,00 €	
SCOLAIRE ET PARASCOLAIRE - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
UGSEL Ecole Primaire Privé	550,00 €	
UGSEL Ecole Maternelles Privées	350,00 €	
USEP Ecole Elémentaire Publique	550,00 €	
USEP Ecole Maternelles Publiques	350,00 €	
Ass. Sportives du Collège Laennec	550,00 €	
Ass. Sportives de Saint Gabriel	1 100,00 €	
DDEN	50,00 €	
T'es Cap	1 600,00 €	
LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Le Secours Catholique	1 000,00 €	
Le Secours Populaire	1 000,00 €	
Les Restos du Cœur	1 000,00 €	
ACTION SOCIALE - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Les Jardins Partagés	200,00 €	Marie-Pierre LAGADIC
Amicale des Donneurs de Sang	200,00 €	

Loisirs Solidarités des Retraités	200,00 €	
Force T du Pays Bigouden	200,00 €	
ACTION SOCIALE - ASSOCIATIONS EXTERIEURES		
France Alzheimer	50,00 €	
Alcool Assistance de la Croix d'Or	50,00 €	
Association Céline et Stéphane leucémie	50,00 €	
ADAPEI 29	50,00 €	
Ass. Des Paralysés de France	50,00 €	
Prévention routière	50,00 €	
Jeunesse en Plein Air	50,00 €	
ANIMATION MAISON DE RETRAITE - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Ass. D'Animation de Pors Moro	1 000,00 €	
Les Amis de la Résidence des Camélias	1 000,00 €	
ANIMATION PUBLIC ADAPTE - ASSOCIATIONS EXTERIEURES		
Handisports de Cornouaille	100,00 €	
PATRIOTIQUE - ASSOCIATIONS PONT-L'ABBISTES		
Union Bretonne des Combattants	350,00 €	
A.N.A.C.R. et Anciens Déportés	350,00 €	
F.N.A.C.A.	350,00 €	
Le Souvenir Français	350,00 €	
Total subvention fonctionnement		52 290,00 €

SUBVENTIONS AUX MANIFESTATIONS / EVENEMENTS		Yann HIRIART Fabienne HELIAS Mireille MORVEZEN Viviane GUEGUEN Eric LE GUEN
SOUTIEN SEJOUR		
Colonie Amicale Laique	910,00 €	
MANIFESTATION SPORT DE COMPETITION		
Football Club de Pont-l'Abbé	900,00 €	
Tennis Club de Pont-l'Abbé	900,00 €	
MANIFESTATION SPORT DE COMPETITION AVEC PLAN VIGIPIRATE		
Club Athlétique Bigouden	600,00 €	
MANIFESTATION CULTURELLE ET LOISIR		
Association de Lambour	200,00 €	
Galoche Bigoudène	200,00 €	
Pétanque Bigoudène	200,00 €	
EVENEMENT CULTUREL ANNUEL		
Salon bigouden du livre	700,00 €	
Comité d'Animation de Pont-l'Abbé (Les Gras)	700,00 €	

Fête des Brodeuses	20 000,00 €
ASSOCIATION CONVENTIONNEE AVEC LES ECOLES	
Basket club	250,00 €
Tennis Club	250,00 €
COMICE AGRICOLE	
Elevage et passion	600,00 €
Total subvention manifestation	
	26 410,00 €

Les commissions SPORTS - ASSOCIATION et FINANCES ont rendu un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-VALIDE la nouvelle catégorie de subvention pour les associations « LABELISEE JEUNESSE - EDUCATION POPULAIRE »

-ADOpte l'ensemble des subventions attribuées aux associations pour l'exercice 2022

18. Adhésion au réseau Bigoudenspot

Laurent MOTREFF expose :

Dans le cadre de l'ouverture de la base nautique, il est proposé d'adhérer à Bigoudenspot.

Il s'agit d'un réseau de structures nautiques (voile, kayak, paddle, surf...) qui facilite la communication à destination des touristes et familles.

Le coût de l'adhésion est de 250€.

Cette adhésion permettra d'accéder à tous les supports de communication utilisés par les différents centres nautiques.

Les commissions ASSOCIATION et FINANCES ont donné un avis favorable.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

-VALIDE l'adhésion à BIGOUDENSPOT pour un montant de 250 €

MARCHES PUBLICS

Monsieur LE MAIRE « C'est regrettable que certains aient quitté la séance car les notifications de marchés sont très importantes »

19. MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE OMNISPORTS KERARTHUR A PONT-L'ABBE – AUTORISATION DE SIGNATURE DES LOTS

Eric LE GUEN expose :

La Commune de PONT-L'ABBE est propriétaire de la salle omnisports située rue Laënnec. La surface du bâtiment principal est de 1 600 m² avec un dojo attenant de 300 m². Ce bâtiment construit en 1964 nécessite des travaux de rénovation et de remise aux normes de ses installations.

La Commune souhaite rénover cet équipement qui est situé à proximité des équipements scolaires et socioculturels de la ville, tout en préservant une capacité d'extension pour répondre aux besoins croissants de créneaux d'utilisation.

Afin d'envisager le plus efficacement la rénovation du bâtiment, une assistance à maîtrise d'ouvrage portée par la SARL Sport Initiatives sise ZA La Belle Croix 2, 72 510 REQUEIL et une maîtrise d'œuvre assurée par le cabinet d'architectes Atelier 121 sise 36 rue de Douarnenez 29 000 Quimper ont permis de préparer un marché public de travaux de rénovation de la salle omnisport KERARTHUR à Pont-L'Abbé, comprenant 18 lots séparés comme suivent, avec leurs estimatifs :

Lot n°01 : DESAMIANTEGE, DEMOLITION	129.250.00 € HT
Lot n°02 : GROS ŒUVRE, VRD	137.400.00 € HT
Lot n°03 : CHARPENTE ET COUVERTURE METALLIQUE	358.200.00 € HT
Lot n°04 : CHARPENTE BOIS	9 200 € HT
Lot n°05 : ETANCHEITE ET COUVERTURE ZINC	32.200.00 € HT
Lot n°06 : BARDAGE ISOLANT	92.600.00 € HT
Lot n°07 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	90.400.00 € HT
Lot n°08 : SERRURERIE	11.500.00 € HT

Lot n°09 : MENSUISERIES INTERIEURES	194.500.00 € HT
Lot n°10 : CLOISONS	70.600.00 € HT
Lot n°11 : REVETEMENTS DE SOLS	107.600.00 € HT
Lot n°12 : FAUX PLAFOND	18.600.00 € HT
Lot n°13 : PEINTURE	77.900.00 € HT
Lot n°14 : EQUIPEMENTS SPORTIFS	50.300.00 € HT
Lot n°15 : SOLS SPORTIFS	87.000.00 € HT
Lot n°16 : SIGNALÉTIQUE	11.500.00 € HT
Lot n°17 : PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION	202.500.00 € HT
Lot n°18 : ELECTRICITE	129 250.00 € HT

Le montant total de l'estimatif du marché public de travaux est de **1 810 500.00 € HT**.

Cette consultation a été lancée le 15 décembre 2022 sur le BOAMP et la plateforme Mégalis Bretagne, sous la forme de la procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. La date limite de remise des offres fut fixée au 24 janvier 2022 à 12 heures. Un registre des dépôts a été signé le 24 janvier 2022 précisant que 40 plis au format électronique ont été déposés dans les délais et de la manière suivante :

-Le pli 17 horodaté au 24/01/2022 à 09h23min49sec de l'entreprise DEM 7 n'a pas été ouvert dans la mesure où un pli de la même entreprise a été enregistré et horodaté après le premier envoi soit au 24/01/2022 à 09:27:13.

-Le pli 11 contient 2 offres pour des lots différents.

-Le pli 35 contient 4 offres pour des lots différents.

À titre informatif, il convient de rappeler que les critères de jugement des offres sont les suivants :

Critères et sous-critères	Pondération sur 100%
Critère 1 : Prix des prestations	50%
Critère 2 : valeur technique	50%

Lors d'une première réunion de la **Commission Consultative des Marchés Publics** en date du **08 février 2022**, l'analyse des candidatures et des offres a été menée par la maîtrise d'œuvre Atelier 121 qui a suggéré pour les lots n°3, 6 et 8, sans attendre la Commission Consultative des Marchés Publics du 21 février 2022 en raison du planning, les propositions suivantes :

- **Lot n°03 « CHARPENTE ET COUVERTURE METALLIQUE »** : une seule offre reçue de l'opérateur économique BL Finance d'un montant de 603 115.70 € HT dite anormalement haute (rappel estimatif : 358.200.00 € HT)
Proposition : déclaration sans suite et relance du lot n°03 à la publicité et à la mise en concurrence.
- **Lot n°06 « BARDAGE ISOLANT »** : infructueux et relance du lot n°06 à la publicité et à la mise en concurrence. (rappel estimatif : 92.600.00 € HT).
- **Lot n°08 « SERRURERIE »** : Application de l'article R2122-2-3° du code de la commande publique suite à lot infructueux. Conformément au texte, « L'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque, soit aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits, et pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées : 3° Marché répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure aux seuils de procédure formalisée ».

La Commission Consultative des Marchés Publics en date du 08 février 2022 à 18h30 s'est prononcée favorablement sur lesdites propositions.

Lors de la **Commission Consultative des Marchés Publics du 21 février 2022 à 18h30**, il a été demandé aux membres élus de se prononcer sur l'analyse des candidatures et des offres, exposée par le cabinet d'architectes Atelier 121 et résumée dans le tableau ci-dessous :

Numéro du Lot et intitulé	Attributaire	Montant en HT	Observations
-Lot n°01 : DESAMIANTEGE, DEMOLITION	LIZIARD ENVIRONNEMENT (Plouedern 29)	94 783,08 €	Offre négociée
- Lot n°02 : GROS ŒUVRE, VRD	SOCIETE BATI CORNOUAILLE (SEBACO) (Ergue Gaberic 29)	167 598,01 €	Offre négociée
- Lot n°03 : CHARPENTE ET COUVERTURE METALLIQUE			En cours de publicité
- Lot n°04 : CHARPENTE BOIS	SOCIETE BATI CORNOUAILLE (SEBACO) (Ergue Gaberic 29)	24 000,00 €	Offre négociée
- Lot n°05 : ETANCHEITE ET COUVERTURE ZINC	SOPREMA (29) (Ergue Gaberic 29)	49 500,00 €	Offre négociée
- Lot n°06 : BARDAGE ISOLANT			En cours de publicité

-Lot n°07 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	MIROITERIE DECORNOUAILLE (Quimper 29)	83 000,00 €	Offre négociée
-Lot n°08 : SERRURERIE			Choix de l'application de l'article R2122-2-3° du code de la commande publique
- Lot n°09 : MENSUISERIES INTERIEURES	SOCIETE BATI CORNOUAILLE (SEBACO) (Ergue Gaberic 29)	134 500,00 €	Offre négociée
- Lot n°10 : CLOISONS	ISODET (St Evarzec 29)	143 000,00 €	Offre négociée
- Lot n°11 : REVETEMENTS DE SOLS	SOLTECH (Quimper 29)	95 200,00 €	Offre négociée
- Lot n°12 : FAUX PLAFOND	LE GALL PLAFONDS (Brest 29)	49 000,00 €	Offre négociée
- Lot n°13 : PEINTURE	ISOLATION THERMIQUE DE BRETAGNE (PLOUEDERN 29)	72 996,27 €	Offre négociée
- Lot n°14 : EQUIPEMENTS SPORTIFS	NOUANSports (NOUANS LES FONTAINES 50,00 100,00 - 37)	41 999,99 €	Offre négociée
- Lot n°15 : SOLS SPORTIFS	SPORTINGSOLS (ST FULGENT - 85)	87 718,47 €	Offre négociée
-Lot n°16 : SIGNALÉTIQUE	SIGMA SYSTEMS (Quimper 29)	8 807,62 €	Offre négociée
- Lot n°17 : PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION	PROTHERMIC (Pluguffan 29)	184 988,72 €	Offre négociée
- Lot n°18 : ELECTRICITE	EERI (Quimper 29)	82 000,00 €	Offre négociée

Les membres élus de la commission consultative des marchés publics se sont prononcés favorablement sur l'attribution des lots selon le procès-verbal établi en cours de séance.

Afin de clore cette procédure d'attribution et pour faire suite à la relance des lots n°3 « **CHARPENTE ET COUVERTURE METALLIQUE** » et n°6 « **BARDAGE ISOLANT** », une troisième réunion de la commission consultative des marchés publics s'est tenue le 21 mars 2021 à 18h30.

Cette consultation de relance a été lancée le 09 février 2022 sur le BOAMP et la plateforme Mégalis Bretagne, sous la forme de la procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. La date limite de remise des offres fut fixée au **11 mars 2022 à 12H**. Un registre des dépôts a été signé le 11 mars 2022 précisant que 04 plis au format électronique ont été déposés dans les délais et de la manière suivante :

- Le pli n°2 contient 2 offres pour des lots différents.
- Le pli n°3 contient 2 offres pour des lots différents.
- les 2 autres plis contiennent une offre respective.

Il est demandé aux membres élus de se prononcer sur l'analyse des candidatures et des offres effectuée par la maîtrise d'œuvre concernant les lots précités, et résumée dans le tableau ci-dessous :

Numéro du Lot et intitulé	Attributaire	Montant	Observations
- Lot n°03 : CHARPENTE ET COUVERTURE METALLIQUE	SA BAUME PLOUGASTEL DAOULAS (29)	508 267.00 € HT	Offre négociée
- Lot n°06 : BARDAGE ISOLANT	LE BARON QUIMPER (29)	250 000,00 € HT	Offre négociée

Les membres élus de la commission consultative des marchés publics se sont prononcés favorablement sur l'attribution des lots n°3 et 6 selon le procès-verbal établi en cours de séance.

Pour information, le lot n°8 « SERRURERIE » en application de l'article R2122-2-3° du code de la commande publique est attribué à LE CARQUET PLOMELIN (29) pour un montant de 14 113,42 € HT soit 16 113.42 € TTC.

Le tableau récapitulatif de l'attribution des lots est le suivant et le montant total des travaux en HT est de : 2 091 472.58 € HT soit 2 509 767.10 € TTC. Il convient de rappeler que l'estimatif du montant des travaux avait été arrêté à 1 766 250,00 € HT.

Numéro du Lot et intitulé	Attributaire	Montant EN HT	Observations
-Lot n°01 : DESAMIANTEGE, DEMOLITION	LIZIARD ENVIRONNEMENT	94 783,08 €	Offre négociée
- Lot n°02 : GROS ŒUVRE, VRD	SOCIETE BATI CORNOUAILLE (SEBACO)	167 598,01 €	Offre négociée
- Lot n°03 : CHARPENTE ET COUVERTURE METALLIQUE	SA BAUME PLOUGASTEL DAO	508 267,00 €	Offre négociée
- Lot n°04 : CHARPENTE BOIS	SOCIETE BATI CORNOUAILLE (SEBACO)	24 000,00 €	Offre négociée
- Lot n°05 : ETANCHEITE ET COUVERTURE ZINC	SOPREMA	49 500,00 €	Offre négociée
- Lot n°06 : BARDAGE ISOLANT	LE BARON QUIMPER (29)	250 000,00	Offre négociée
-Lot n°07 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	MIROITERIE DECORNOUAILLE	83 000,00 €	Offre négociée
-Lot n°08 : SERRURERIE	LE CARQUET PLOMELIN (29)	14 113,42 €	Choix de l'application de l'article R2122-2-3° du code de la commande publique
- Lot n°09 : MENUISERIES INTERIEURES	SOCIETE BATI CORNOUAILLE (SEBACO)	134 500,00 €	Offre négociée
- Lot n°10 : CLOISONS	ISODET	143 000,00 €	Offre négociée
- Lot n°11 : REVETEMENTS DE SOLS	SOLTECH	95 200,00 €	Offre négociée
- Lot n°12 : FAUX PLAFOND	LE GALL PLAFONDS	49 000,00 €	Offre négociée
- Lot n°13 : PEINTURE	ISOLATION THERMIQUE DE BRETAGNE	72 996,27 €	Offre négociée
- Lot n°14 : EQUIPEMENTS SPORTIFS	NOUANSPOITS	41 999,99 €	Offre négociée
- Lot n°15 : SOLS SPORTIFS	SPORTINGSOLS	87 718,47 €	Offre négociée
-Lot n°16 : SIGNALÉTIQUE	SIGMA SYSTEMS	8 807,62 €	Offre négociée
- Lot n°17 : PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION	PROTHERMIC	184 988,72 €	Offre négociée
- Lot n°18 : ELECTRICITE	EERI	82 000,00 €	Offre négociée

Le dossier de consultation des entreprises et le rapport d'analyse des offres sont consultables par tout conseiller municipal en Mairie selon les modalités définies à l'article 4 du règlement intérieur du Conseil Municipal.

Monsieur LE GUEN « Heureusement que nos finances sont saines car sinon, nous n'aurions pas pu accepter ce marché »

Monsieur LE MAIRE « 95% des entreprises sont finistériennes. Cela permet de soutenir les entreprises locales. »

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **A RETENIR** les titulaires des 18 lots séparés du marché public de travaux de rénovation de la salle omnisport KERARTHUR à Pont-L'Abbé, conformément au tableau ci-dessus ;
- **A SIGNER POUR LE COMPTE DE LA VILLE**, selon les modalités définies ci-avant, les contrats valant acte d'engagement et le cahier des clauses administratives particulières ainsi que l'ensemble des pièces des marchés publics relatifs aux travaux de rénovation de la salle omnisport KERARTHUR à Pont-L'Abbé ;
- **A SIGNER TOUS LES ACTES** ainsi que tous documents, et d'accomplir toutes formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

20. MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL À PONT-L'ABBÉ – AUTORISATION DE SIGNATURE DES LOTS

Eric LE GUEN expose :

Les services techniques municipaux La Commune de PONT-L'ABBÉ sont installés depuis de nombreuses années rue de la Gare dans des locaux vétustes et mal adaptés à leurs activités. Les conditions de travail des agents se révèlent compliquées impliquant la nécessité de créer un centre technique municipal.

Le secteur de la gare est identifié au document d'urbanisme en vigueur comme un secteur de requalification urbaine. Sa mutation a déjà commencé avec l'arrivée du cinéma et des projets immobiliers poursuivront prochainement la transformation de ce quartier. Le foncier restant disponible pour le centre technique est contraint et la présence de ces activités n'est plus adaptée au contexte urbain à venir.

La commune est propriétaire de terrains à Ti-Carré, route de Loctudy et ce foncier est apparu adapté au projet. En effet, en cohérence avec les besoins communaux identifiés en matière d'équipements et d'habitat, ce secteur bénéficie d'une localisation intéressante puisqu'il borde la route de Loctudy et le rond-point desservant la RD 2, axe de contournement de la commune. Cet emplacement a été clairement délimité dans le programme sur lequel une maîtrise d'œuvre a pu proposer un projet répondant aux besoins de la commune.

Suite à une mise en concurrence, la maîtrise d'œuvre a été attribuée au cabinet d'architectes AXENS Architecture sis 4 place Jules Ferry (Espace CYGA) – 56100 LORIENT qui a préparé les documents techniques pour établir **un marché public de travaux de construction d'un centre technique municipal à Pont-L'Abbé, comprenant 12 lots séparés comme suivent, avec leurs estimatifs :**

Lot 01 : TERRASSEMENTS VRD	336 325.00 € HT
Lot 02 : GROS ŒUVRE	253 871.00 € HT
Lot 03 : CHARPENTE METALLIQUE	242 382.00 € HT
Lot 04 : ETANCHEITE ET COUVERTURE	147 608.00 € HT
Lot 05 : BARDAGE	97 490.00 € HT
Lot 06 : METALLERIE	45 200.00 € HT
Lot 07 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	23 470.00 € HT
Lot 08 : CLOISONS - DOUBLAGES – MENUISERIES INTERIEURES	87 563.00 € HT
Lot 09 : REVÊTEMENTS DE SOLS – FAÏENCES	36 000.00 € HT
Lot 10 : REVÊTEMENTS MURAUX – NETTOYAGE	21 645.00 € HT
Lot 11 : PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE VENTILATION	101 750.00 € HT
Lot 12 : ELECTRICITE	76 000.00 € HT
Total lots	1 469 304.00 € HT

La consultation relative au marché public de travaux a été lancée le 12 janvier 2022 sur le BOAMP et la plateforme Mégalis Bretagne, sous la forme de la procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. La date limite de remise des offres fut fixée au 11 février 2022 à 12H. Un registre des dépôts a été signé le 11 février 2022 précisant que 35 plis au format électronique ont été déposés dans les délais et de la manière suivante :

-Les plis sont détaillés dans le cadre du tableau d'ouverture et le document de dépouillement mégalis.

-Le pli 6 horodaté au 10/02/2022 à 14h23min41 de l'entreprise BL FINANCE n'a pas été ouvert dans la mesure où un pli de la même entreprise a été enregistré et horodaté après le premier envoi soit au 10/02/2022 à 14h37min17.

-Le pli 27 horodaté au 11/02/2022 à 10h49min33 de l'entreprise LE ROUX TP ET CARRIERES n'a pas été ouvert dans la mesure où un pli de la même entreprise a été enregistré et horodaté après le premier envoi soit au 11/02/2022 à 10h56min05.

- Le pli 1 contient 2 offres pour des lots différents.
- Le pli 2 contient 2 offres pour des lots différents.
- Le pli 8 contient 2 offres pour des lots différents.
- Le pli 18 contient 2 offres pour des lots différents.
- Le pli 22 contient 2 offres pour des lots différents.
- Le pli 34 contient 4 offres pour des lots différents.
- Le pli 35 contient 2 offres pour des lots différents.

À titre informatif, il est rappelé que les critères de jugement des offres énoncés dans le règlement de consultation sont les suivants :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération sur 100%</i>
Critère 1 : Prix des prestations	60%
Critère 2 : valeur technique	40%

L'analyse des candidatures et des offres a été effectuée par la maîtrise d'œuvre AXENS Architecture qui a exposé son rapport relatif aux 12 lots.

Les membres élus de la Commission Consultative des Marchés Publics réunis le 28 février 2022, à 18h30, se sont prononcés favorablement sur les propositions.

Il en ressort le **montant total des travaux en HT est de : 1 405 616.00 € HT soit 1 686 739.20 € TTC. (Rappel estimatif du montant des travaux 1 469 304.00 € HT.)** et se décline comme suit par lot :

Intitulé du lot	Titulaire	Montant en HT	Montant en TTC	Observations
lot 01 : terrassements vrd	SAS LE ROUX TP & CARRIERES (29)	375 500.00	450 600.00	Offre négociée
lot 02 : gros œuvre	LE BRIS (29)	221 490.00	265 788.00	Offre négociée
lot 03 : charpente métallique	SAS REST (29)	168 472.00	202 166.40	Offre négociée
lot 04 : étanchéité et couverture	SAS REST (29)	95 646.00	114 775.20	Offre négociée
lot 05 : bardage	SAS REST (29)	61 265.00	73 518.00	Offre négociée
lot 06 : métallerie	SAS REST (29)	85 203.00	102 243.60	Offre négociée
lot 07 : menuiseries extérieures aluminium	REALU (56)	22 697.00	27 236.40	Offre négociée
lot 08 : cloisons - doublages - menuiseries intérieures	ISODET (29)	78 837.00	94 604.40	Offre négociée
lot 09 : revêtements	SOLTECH (29)	27 187.00	32 624.40	Offre négociée

de sols – faïences				
lot 10 : revêtements muraux –	SMP (56)	22 319.00	26 782.80	Offre négociée
lot 11 : plomberie sanitaire chauffage ventilation	PROTHERMIC (29)	152 000.00	182 400.00	Offre négociée
lot 12 : électricité	SAITEL (29)	95 000.00	114 000.00	Offre négociée

Les membres élus de la Commission Consultative des Marchés Publics réunis le 28 février 2022, à 18h30, se sont prononcés favorablement sur lesdites propositions.

À titre indicatif, le lot n°7 « menuiseries extérieures aluminium » en application de l'article R2122-2-3° du code de la commande publique est attribué à REALU (56) pour un montant de 22 697.00 € HT soit 27 236.40 € TTC.

Le dossier de consultation des entreprises et le rapport d'analyse des offres sont consultables par tout conseiller municipal en Mairie selon les modalités définies à l'article 4 du règlement intérieur du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **RETIEND** les titulaires des 12 lots séparés du marché public de travaux de construction d'un centre technique municipal à Pont-L'Abbé, conformément au tableau ci-dessus ;
- **SIGNE POUR LE COMPTE DE LA VILLE**, selon les modalités définies ci-avant, les contrats valant acte d'engagement et le cahier des clauses administratives particulières ainsi que l'ensemble des pièces des marchés publics relatifs aux travaux de construction d'un centre technique municipal à Pont-L'Abbé ;
- **SIGNE TOUS LES ACTES** ainsi que tous documents, et d'accomplir toutes formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ADMINISTRATION GENERALE

21. Adhésion au groupement de commande d'achat de petits matériels de bureau

Eric LE GUEN expose :

La Ville de Pont-L'Abbé s'approvisionne régulièrement de fournitures de bureau nécessaires au fonctionnement quotidien de ses services dans le cadre d'un groupement de commande dont le coordonnateur est la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud (CCPBS). L'accord-cadre à bons de commande de fourniture de petits matériels de bureau vient à échéance le 30 juin 2022 et la CCPBS propose de relancer la procédure pour une durée d'un an, renouvelable trois fois selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Au vu des similitudes des achats de la Ville, de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud et d'autres communes membres de la CCPBS, des perspectives d'économies financières et de l'homogénéité de gestion en découlant, il est judicieux de constituer à nouveau un groupement de commande publique pour la fourniture de petits matériels de bureau, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du code de la commande publique.

Le projet de convention constitutive de ce groupement de commandes figure en annexe à la présente note de synthèse.

Il désigne la CCPBS en tant que coordonnateur dudit groupement de commandes. A ce titre, la communauté de communes sera chargée d'organiser la phase de consultation au nom et pour le compte des membres du groupement. Conformément à l'article L.2113-7 du code de la commande publique, le coordonnateur se chargera également de la signature et de la notification des marchés et accords-cadres. Il est précisé que le seuil des procédures d'appel d'offres (215 000 € HT) étant atteint, la tenue d'une commission d'appel d'offres (CAO) par la CCPBS est obligatoirement prévue et implique, conformément à l'article L.1414-3 du code général des collectivités territoriales et au regard de la convention constitutive du groupement de commande, la désignation d'un membre de la commission d'appel d'offres de la ville de Pont-L'Abbé pour siéger lors de la réunion de la CAO de la CCPBS : il est proposé de désigner Le Président de la CAO de la commune.

Chaque membre du groupement assurera l'exécution des marchés portant sur l'intégralité de ses besoins. Le montant maximum d'achats de fourniture de matériels de bureau est fixé à 8 000 € HT par année par la ville de Pont-L'Abbé. Le lot n° 2 réservé n'est pas utilisé (montant maximum de 1 500 € HT par an pour la ville de Pont-L'Abbé), la CCPBS propose de ne pas le reconduire.

La commission municipale Budget, Finances, Administration Générale et Personnel, consultée le 21 mars 2022, a émis un avis favorable à l'adhésion de la Ville à ce groupement de commandes.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de la commande publique, notamment dans ses articles L.2113-6 et L.2113-7 ;

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud (CCPBS) du 11 décembre 2014 approuvant le schéma de mutualisation ;

VU la décision du bureau communautaire du 17 mars 2022 ;

VU l'avis de la commission municipale « Budget, Finances, Administration Générale et Personnel », réunie le 21 mars 2022 ;

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt de la Commune de PONT-L'ABBE d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat de matériels de bureau pour ses besoins propres ;

CONSIDERANT que la CCPBS entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement de commandes ;

CONSIDERANT que la CCPBS, dans le cadre de ses fonctions de coordonnateur du groupement, procédera à l'organisation de l'ensemble des opérations de consultation, notamment la sélection des candidats, la signature du (ou des) marché(s) et sa (ou leur) notification ;

CONSIDERANT que la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par une convention ;

CONSIDERANT que la CCPBS prévoit la mise en place d'une commission d'appel d'offres ad hoc pour l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande ;

CONSIDERANT que la convention constitutive prévoit que la ville de Pont-L'Abbé désigne un élu de la commission d'appel d'offres de la commune ;

CONSIDERANT que la commission finances a désigné le Président de la commission d'appel d'offres pour siéger à la commission d'appel d'offres de la CCPBS ;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **AUTORISE** l'adhésion de la commune au groupement de commandes
- **ACCEPTE** que la CCPBS soit désignée comme coordonnateur du groupement, qu'elle procède à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du (ou des) cocontractant(s), qu'il soit chargé de signer le (ou les) marché(s), de le (ou les) notifier
- **AUTORISE** la désignation du Président de la commission d'appel d'offres de la ville pour siéger à la commission ad hoc de la CCPBS pour l'attribution de l'accord-cadre de fourniture de petits matériels de bureau
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération

22. Mandat CDG 29 pour organiser la mise en concurrence des assurances cybersécurité

Yann HIRIART expose :

La crise sanitaire et le développement du télétravail ont accéléré l'usage des outils digitaux et engendrent de fait des nouvelles failles de sécurité. Il s'avère que dans le secteur public, les cyber-risques, dont les collectivités sont victimes, se matérialisent par le vol ou la destruction de données, ou encore le piratage d'un site officiel en diffusant des messages sans lien avec l'autorité publique. De plus, le règlement européen 2016/679 entré en vigueur le 25 mai 2018 renforce les obligations des collectivités sur la protection des données personnelles. C'est pourquoi, les enjeux organisationnels, financiers et juridiques engendrés par les attaques susvisées invitent la ville de Pont-L'Abbé à se prémunir contre ce nouveau risque.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère (CDG29) a pour intention de proposer un contrat-groupe d'assurance cybersécurité aux collectivités territoriales et aux établissements publics affiliés et non affiliés du département du Finistère garantissant les risques évoqués.

Afin de favoriser la mutualisation du risque cyber, les Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor se sont regroupés au sein d'un groupement de commande ayant pour objet la mise en concurrence d'un contrat-groupe d'assurance cybersécurité.

Ce contrat a pour objet de regrouper, des collectivités territoriales et les établissements publics du Finistère et des Côtes d'Armor, à l'intérieur d'un marché d'assurance dit « police d'assurance collective à adhésion facultative ».

La ville de Pont-L'Abbé soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances entend se joindre à la mise en concurrence effectuée par le groupement constitué des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes-d'Armor.

Pour se faire, la ville de Pont-L'Abbé doit donner mandat au Centre de Gestion du Finistère par délibération, ce qui permet à la commune de mutualiser les coûts et de bénéficier d'une expertise sur le domaine très technique de la sécurité informatique.

La consultation portera sur les garanties organisationnelles, financières et juridiques du contrat.

Il convient de noter que donner mandat n'engage en rien la commune dans la mesure où la décision définitive fera l'objet d'une nouvelle délibération, après communication des taux et conditions obtenus par le groupement des Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor.

La commission municipale Budget, Finances, Administration Générale et Personnel, consultée le 21 mars 2022, a émis un avis favorable à l'adhésion de la Ville à ce groupement de commandes.

Monsieur HIRIART « Cela permet de protéger la collectivité de tous les risques possibles »

Eric LE GUEN ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS : (Mr LE LOC'H, Mr LEMARIÉ, Mr CANEVET, Mr CAVALOC ayant quitté la séance)

- **MANDATE** le Centre de gestion du Finistère afin de représenter la commune dans la procédure de mise en concurrence pour le contrat-groupe d'assurance cybersécurité que les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor vont engager, conformément à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents d'exécution de la présente délibération
- **PREND ACTE** que les prestations, garanties et taux de cotisation seront soumis préalablement à la commune afin qu'elle puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat-groupe d'assurance souscrit par les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor

RESSOURCES HUMAINES

23. Aide au pouvoir d'achat pour le personnel communal (information)

Monsieur le Maire expose :

Compte-tenu du contexte international, et pour faire face à la hausse des prix du carburant et de l'énergie, la collectivité souhaite apporter une aide exceptionnelle et temporaire aux agents de la collectivité.

Cette aide au pouvoir d'achat, d'un montant de 50 € brut par agent, sera versée avec le salaire du mois d'avril au travers du RIFSEEP.

Elle sera attribuée aux agents titulaires ou stagiaires (hormis ceux en disponibilité)
Les agents contractuels présents depuis au minimum 3 mois soit au 1^{er} janvier 2022.

L'ensemble des agents concernés percevront cette prime qui ne sera pas proportionnelle au temps de travail.

Monsieur LE MAIRE « Nous avons décidé de mettre cette aide en place pour les agents au vue du contexte actuel mais aussi pour les remercier de leur engagement pour la commune. »

INFORMATIONS AU CONSEIL MUNICIPAL

-Liste des décisions du Maire prises sur délégation du Conseil Municipal (tableau joint)



Les questions inscrites à l'ordre du jour ayant toutes été examinées, la séance du Conseil Municipal est close à 22 h 50.

Monsieur LE MAIRE « Je regrette encore une fois que la minorité soit partie. J'espère que cela ne se reproduira pas. Ce n'est jamais bon de fuir les débats. On ne peut pas toujours être d'accord. Il ne faut pas que cela arrive tous les ans. On peut aussi se dire les choses en commission, encore faut-il y siéger. »

Le secrétaire,
Marie-Pierre LAGADIC

LE MAIRE,

Stéphane LE DOARÉ